



JEUDI 27 MAI 2021

LES POLITICIENS : ce sont nos plus grands humoristes. Ils nous font croire qu'ils savent quelques choses sur tout alors que le réel est totalement inaccessible à l'esprit humain.

- ▶ **L'industrie pétrolière face à la fin des nouveaux gisements !** (Charles Sannat) p.1
- ▶ **#200. Autres routes, première partie** (Tim Morgan) p.2
- ▶ **Pourquoi les certificats de décès ne sont pas aussi fiables que le CDC voudrait le faire croire ?** (Ryan McMaken) p.9
- ▶ **Le grand tournant de l'humanité : Et si l'énergie nucléaire n'avait pas été abandonnée dans les années 1970 ?** (Ugo Bardi) p.12
- ▶ **Pourquoi les modèles économiques ne peuvent fournir une image réaliste du comportement humain** (Frank Shostak) p.18
- ▶ **Une transition énergétique "complète" est nécessaire d'ici 2030 pour éviter une "menace existentielle" pour l'humanité** (Nafeez Ahmed) p.21
- ▶ **Comment gaspiller des montagnes d'énergie : Transformez l'énergie éolienne et solaire en hydrogène et brûlez le gaz.** p.25
- ▶ **Redonnons au mot « malthusien » son vrai sens** (Biosphere) p.28
- ▶ **Biodiversité, les marchands de doute de retour** (Biosphere) p.29
- ▶ **ÉTATS DÉSINTÉGRÉS...** (Patrick Reymond) p.30

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Les avertissements d'un effondrement inflationniste dramatique se font de plus en plus entendre** (Michael Snyder) p.35
- ▶ **« Le fardeau de la dette Covid, l'inflation seule solution ? »** (Charles Sannat) p.38
- ▶ **La Fed aux agents du Trésor et au Congrès : Nous ne pouvons pas compter sur vous, nous prenons les choses en main.** (Charles Hugh Smith) p.40
- ▶ **La dette publique s'est considérablement aggravée entre la Grande Récession et le Grand Verrouillage** p.43
- ▶ **« Retour de l'inflation. Comment éviter la ruine ? »** (Charles Sannat) p.47
- ▶ **Les autorités craignent une Grande crise financière n°3** (Bruno Bertez) p.50
- ▶ **Les illusions de richesse dans l'espace des crypto-monnaies, Partie II** (Bill Bonner) p.52
- ▶ **Inflation : Votre rôle de vache à lait** (Jeff Thomas) p.55
- ▶ **La hausse des prix rend la nourriture, le logement et le transport moins abordables** (Bill Bonner) p.57

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

L'industrie pétrolière face à la fin des nouveaux gisements !

Charles Sannat 25 mai 2021



« **Dans un rapport publié récemment, l'Agence internationale de l'énergie recommande la fin de l'exploration de tout nouveau gisement pétrolier ou gazier dès maintenant.** Un coup de semonce pour le secteur.

L'Agence internationale de l'énergie a-t-elle viré casaque ? Il y a trois ans à peine, l'organisation s'inquiétait du manque d'investissement dans l'exploration de nouveaux gisements pétroliers. Une éternité. Mardi matin, à l'occasion de la publication très attendue de sa feuille de route pour la neutralité carbone à horizon 2050, l'AIE a pris un virage à 180 degrés. Si le chemin vers le « net-zero », consubstantiel à l'objectif de limiter le réchauffement 1,5°C à la fin du siècle est encore « praticable », il est désormais « étroit ». Et pour y parvenir, l'agence envisage, entre autres, la fin dès aujourd'hui de l'exploration de nouveaux gisements d'énergie fossile (pétrole ou gaz).

Un vrai coup de semonce pour l'industrie. D'autant plus qu'il émane de l'AIE. Créée en 1973 en réaction à la crise pétrolière – notamment afin d'apporter des données chiffrées aux gouvernements sur cette industrie –, l'organisation dispose depuis toujours de liens étroits avec les oilmen. Tant et si bien que par le passé, certaines de ses vues ont été jugées pro énergies fossiles par certaines ONG de défense de l'environnement. Aussi, cette prise de position est loin d'être passée inaperçue.

Et notamment du côté des pétroliers. Chez Total par exemple, on confie que le rapport sera étudié très « attentivement ». Depuis plusieurs années maintenant, le géant français a entamé sa mue en groupe multi-énergies. Il a annoncé ces derniers mois de vastes plans d'investissements dans le secteur des renouvelables et ambitionne de faire partie du top 5 mondial des supermajors de l'énergie verte ».

Je ne sais pas si vous vous rendez compte de la portée des propos écrits et tenus dans ce rapport de l'AIE. Ils recommandent rien de moins que l'arrêt de l'exploration pétrolière et de cesser toutes nouvelles exploitations.

Cela s'appelle *gérer en extinction*.

Cela veut dire que c'est la fin des énergies fossiles telles que nous les avons vécues.

Cela implique un changement radical de modèle de consommation, de vie, mais aussi de production sans même oublier l'industrie agroalimentaire qui est l'une des industries les plus carbonées au monde.

Lorsque l'on vous parlait de la fin du pétrole, de la déplétion, du pic « oil », et bien nous y sommes, même si c'est affiché autrement et caché à travers la réduction des gaz à effets de serre. Dans tous les cas les conséquences de la fin du pétrole seront les mêmes.

C'est explosif, et aussi très inflationniste.

▲ RETOUR ▲

#200. Autres routes, première partie

Tim Morgan Posté le 22 mai 2021

LA RÉALITÉ ET LA ROUTE VERS LE ZÉRO NET



La publication d'un nouveau document d'orientation de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) marque une étape décisive dans l'évolution du consensus autour de l'énergie, de l'environnement et de l'économie. Avant toute chose, **Net Zero By 2050 : A Roadmap for the Global Energy Sector** renforce le sentiment croissant d'engagement en faveur d'une transition rapide vers l'abandon de la dépendance aux combustibles fossiles nuisibles au climat.

Ce document d'orientation confirme à quel point l'AIE s'aligne sur les grandes lignes de l'intention politique des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de l'Union européenne. **Les économies émergentes comme la Chine et l'Inde pourraient être plus difficiles à convaincre.**

Il serait facile de critiquer ce document, d'applaudir son ambition tout en remettant en question certaines de ses méthodologies et conclusions politiques. Mais ce qui importe bien davantage, c'est la question générale de savoir comment nous comprenons l'interconnexion entre l'énergie, l'économie et l'environnement.

Si l'on admet que le risque environnemental est fonction de notre utilisation de l'énergie, les besoins énergétiques sont-ils eux-mêmes fonction d'une économie qui "croît" selon sa propre dynamique, autopropulsée, essentiellement financière et interne ?

Ou faut-il inverser la relation, en identifiant la prospérité économique comme une propriété subsidiaire de l'utilisation de l'énergie ?
Dans quelle direction ?

On m'a fait remarquer récemment que, bien que les articles fassent fréquemment référence à SEEDS, la signification de cet acronyme est rarement expliquée. Il s'agit d'une omission basée sur la familiarité et la brièveté, et non sur la réticence.

La réponse courte est que SEEDS - le système de données sur l'économie de l'énergie excédentaire - est un modèle économique basé sur la reconnaissance que **l'économie est une dynamique énergétique**. Cela signifie qu'il est radicalement différent des modèles conventionnels, qui traitent l'économie comme un système entièrement financier. Cette différence d'approche peut sembler théorique, mais ses implications pratiques pourraient difficilement être plus étendues.

Pour illustrer cela, imaginez que vous essayez de prévoir la demande future d'un produit ou d'un service. Pour ce faire, on part traditionnellement du PIB et on applique un taux de croissance à terme pour calculer la taille de l'économie à une certaine date dans le futur. Cette donnée étant acquise, vous disposez des paramètres ou du contexte pour estimer la taille potentielle de votre marché. Ce qui importe maintenant, c'est l'expansion ou la contraction potentielle de la demande de votre produit par rapport à ce contexte général.

Votre objectif, bien sûr, est plus pratique que théorique - vous voulez prédire l'ampleur et la forme du marché pour votre produit ou service. Il est peu probable que vous vous intéressiez à la théorie économique elle-même

et, selon toute probabilité, vous vous contenterez de travailler avec des méthodes consensuelles et d'arriver à des résultats consensuels. Même si votre organisation est suffisamment importante pour employer ses propres économistes, il est probable que cela ne fasse aucune différence réelle dans les méthodologies utilisées, et très peu de différence dans les prévisions qui en résultent.

Les gouvernements travaillent à peu près de la même manière - ils commencent par projeter, selon les lignes conventionnelles, la taille probable de l'économie nationale du futur, et seulement ensuite ils évaluent les implications pour les nombreux aspects de la politique.

La même approche est utilisée pour la prévision des besoins énergétiques futurs. Toutes ces projections conventionnelles partent d'une hypothèse sur la taille future de l'économie, et ce n'est qu'ensuite qu'elles calculent ce que cela va signifier pour les besoins énergétiques. La quasi-unanimité des prévisions conventionnelles actuelles est que l'économie, c'est-à-dire le PIB, va croître à un taux tendanciel de 3 %.

En route vers le net zéro

Jusqu'à présent, le consensus éclairé qui en résultait en matière d'énergie était que, si les sources d'énergie renouvelables (ER) allaient conquérir une part toujours plus grande du marché de l'énergie, les quantités de combustibles fossiles utilisées allaient continuer à augmenter. En contestant ce consensus, le rapport de l'AIE donne un nouvel élan à la prévision des besoins énergétiques futurs.

Certes, il existe des différences entre les propositions et les prévisions. Malgré cela, le rapport Net Zero de l'AIE constitue une rupture audacieuse, presque à couper le souffle, avec le consensus antérieur. Elle affirme qu'un engagement rapide en faveur de la transition énergétique peut, d'ici 2050, déboucher sur un monde sans émissions nettes de CO₂.

Outre l'augmentation massive des investissements dans les sources d'énergie renouvelables (ER), l'AIE appelle à l'arrêt immédiat de tous les nouveaux projets d'exploitation du pétrole et du gaz. Cela revient à accélérer l'épuisement des réserves d'énergie héritées des sources de combustibles fossiles.

Selon l'AIE, le résultat n'est pas seulement la prévention d'une dégradation catastrophique de l'environnement, mais aussi la création de millions d'emplois et une forte poussée d'expansion économique, cette fois-ci à l'échelle mondiale.

Vous ne vous attendez pas à ce que je sois d'accord pour dire que tout cela est faisable, et je ne le suis pas. Mais soyons clairs : l'AIE, et d'autres, ont tout à fait raison de souligner la nécessité d'une transition des combustibles fossiles nuisibles au climat vers les énergies renouvelables.

En effet, l'analyse de SEEDS pousse cet impératif encore plus loin.

Les écologistes - qui comptent désormais dans leurs rangs la plupart des gouvernements occidentaux, ainsi que des organisations comme l'AIE - affirment qu'une dépendance continue aux combustibles fossiles risque d'infliger des dommages irréparables à l'environnement.

Là où SEEDS va plus loin, c'est en affirmant que, si la dépendance continue aux combustibles fossiles détruirait probablement l'environnement, elle détruirait certainement l'économie.

L'explication en est simple : le coût de l'énergie fossile augmente, de sorte que sa valeur nette (après coût) diminue. Cela signifie que les sources établies de valeur énergétique qui ont alimenté l'ère industrielle sont en train de disparaître.

Penser - en avant ou en arrière ?

Cela nous ramène à la question cruciale de la méthode. Au lieu de partir de l'hypothèse d'une économie future d'une taille donnée, puis de travailler à rebours pour déterminer l'énergie dont cette économie aura besoin,

SEEDS commence par des projections énergétiques, puis se demande quelle taille d'économie peut être soutenue par les perspectives énergétiques à venir.

En d'autres termes, SEEDS rejette toute idée de commencer par un taux de croissance supposé de la production économique. Dans le même temps, le modèle rejette également l'idée que le PIB est, ou peut être, une mesure significative de la prospérité économique.

Les hypothèses de "croissance" avancées par le consensus, généralement de 3 %, sont basées sur une poursuite soi-disant prudente de ce qui est accepté comme des tendances récentes. Elles décrivent l'économie, mesurée par le PIB, comme un élément capable de croître à des taux annuels compris entre 3,25 % et 3,75 %. Cela semble correspondre aux statistiques montrant qu'entre 1999 et 2019 - c'est-à-dire au cours des vingt années précédant le choc du coronavirus - les augmentations annuelles du PIB déclaré ont été en moyenne de 3,6 %.

Ce que cela ignore, c'est que, sur cette même période, les emprunts nets annuels ont représenté en moyenne 10,4 % du PIB. À moins de croire que la dépense du pouvoir d'achat nouvellement créé n'a aucun effet sur l'activité mesurée par le PIB, les variations du PIB lui-même sont liées au taux d'expansion du crédit.

En outre, la dette est loin d'être la seule forme d'obligation à terme dont l'expansion est liée à l'activité économique. Alors que chaque dollar de "croissance" déclarée entre 1999 et 2019 s'est accompagné d'une augmentation de près de 3 dollars de la dette, si l'on ajoute l'expansion des obligations financières plus larges, ce ratio passe à bien plus de 6 dollars de nouveaux engagements pour chaque dollar de "croissance".

Comme souvent, l'épreuve de vérité pour ces interprétations diverses est l'observation. Si les données conventionnelles sont exactes, le PIB mondial a augmenté de 110 % entre 1999 et 2019, tandis que la population a augmenté de 26 %. Même après une chute étonnamment modeste (de -3,3 %) du PIB mondial pendant la crise de 2020, la production a encore augmenté de 103 % sur une période (1999-2020) où la croissance démographique était de 27 %.

Cela devrait certainement signifier que l'économie est en bien meilleure forme aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1999. La forte hausse des prix des actifs tels que les actions et l'immobilier semble renforcer cette lecture optimiste.

Mais l'économie telle que nous l'observons aujourd'hui n'est pas conforme à cette description.

Le plus évident est que nous sommes pris au piège de la relance. Si nous continuons à injecter des quantités gargantuesques de liquidités dans le système, nous sommes confrontés à un risque très réel de destruction hyperinflationniste de la valeur de la monnaie. Mais si nous arrêtons - ou même réduisons - les mesures de relance, le prix des actifs s'effondrera et une cascade de défauts de paiement s'ensuivra.

Peut-on concilier cette observation de la "fragilité au bord de la crise" avec l'assurance que la production économique a presque sans effort dépassé le nombre d'habitants sur une très longue période ?

La réponse, bien sûr, est que non.

Après tout, si l'économie avait été aussi performante que les taux de croissance antérieurs le laissaient entendre, pourquoi serions-nous encore enfermés dans une dépendance supposée "temporaire" et "d'urgence" à l'égard des taux d'intérêt réels négatifs qui ont commencé en 2008-2009 ?

Nous ne pouvons pas, dans une large mesure, rejeter la responsabilité de cette situation sur la covid-19, notamment parce que les données officielles elles-mêmes évaluent l'ampleur de l'impact sur l'économie en 2020 à seulement -3,3 %. Au pire, nous avons donc perdu une seule année de la croissance censée avoir été enregistrée au cours de chacune des vingt années précédant la pandémie.

En résumé, les statistiques du PIB nous disent une chose, et ce que nous voyons se dérouler sous nos yeux est diamétralement opposé. D'un côté, nous avons une économie qui connaît une croissance robuste - de l'autre, une économie dépendante des artifices financiers et coincée dans un cul-de-sac dont il n'y a pas d'issue évidente.

D'autres voies

C'est là que les approches alternatives sont si importantes. Pour être clair, l'orthodoxie économique décrit une économie robuste qui n'existe pas, tandis que l'orthodoxie politique est basée sur la poursuite de tendances positives qui, en fait, n'existent pas non plus.

L'approche SEEDS commence par **trois observations**, familières aux lecteurs réguliers et ne nécessitant qu'une brève introduction pour ceux pour qui c'est nouveau.

Premièrement, l'économie est un système énergétique, car tout ce qui constitue la production économique est un produit de l'utilisation de l'énergie.

Deuxièmement, chaque fois que l'on accède à l'énergie pour notre usage, une partie de cette énergie est toujours consommée dans le processus d'accès. Ce deuxième principe établit le rôle du coût de l'énergie (ECoE), et divise le flux d'énergie et sa valeur économique associée en composantes de "coût" (ECoE) et de "profit" (surplus).

Le troisième principe est que l'argent n'a aucune valeur intrinsèque, mais qu'il n'a de valeur qu'en tant que "créance" sur les produits de l'économie énergétique.

Une économie dépourvue de monnaie devrait recourir au troc ou créer un artefact humain de remplacement comme moyen d'échange.

Une économie privée d'énergie, en revanche, cesserait d'exister à ce moment-là.

Ces principes identifient une dynamique qui, bien que complexe dans son application, est simple dans son principe. **Nous utilisons l'énergie pour créer de la valeur économique.** Une partie de cette valeur énergétique doit être utilisée dans le processus d'accès à l'énergie lui-même. Ce qui reste alimente toute activité économique autre que la fourniture d'énergie elle-même. L'ECoE est le facteur qui fait la différence entre la production économique et la prospérité matérielle.

De ce point de vue, et dans une économie qui tire encore les quatre cinquièmes de son approvisionnement en énergie primaire du pétrole, du gaz et du charbon, une tendance critique a été l'augmentation incessante de l'ECoE des combustibles fossiles.

Cette augmentation de l'ECoE correspond aux tendances observables, tout d'abord en expliquant l'émergence (bien que ce ne soit pas, en général, l'interprétation exacte) de la "stagnation séculaire" dans les années 1990, puis en suivant la descente subséquente, parsemée de crises, vers cette dépendance au crédit et aux artifices monétaires qui a créé le piège de la relance décrit précédemment.

En bref, ce qui, selon l'interprétation SEEDS, devrait se produire à mesure que les économies d'énergie augmentent, coïncide avec ce qui s'est passé au fur et à mesure que cette tendance s'est développée.

Des orientations réalisables ?

Pour résoudre ce problème, et pour restaurer la capacité de croissance tout en minimisant les dommages environnementaux, **une transition vers les ERs devrait accomplir deux choses.**

Premièrement, elle devrait remplacer les combustibles fossiles en termes de volume. Malheureusement, c'est à peu près tout ce que la fixation conventionnelle d'objectifs permet de faire.

Deuxièmement, et c'est là un point essentiel, il faudrait également que les économies d'énergie globales, toutes sources confondues, diminuent.

Pour les pays occidentaux, une "transition avec croissance" réussie devrait, au minimum, ramener les économies d'énergie globales en dessous de 5 %, alors que la tendance mondiale actuelle est de 9 % et plus. Pour les économies avancées, dont la complexité implique des besoins de maintenance élevés en termes d'énergie (excédentaire) hors ECoE, 5 % est le paramètre supérieur de l'ECoE au-delà duquel la croissance antérieure de la prospérité s'inverse.

En d'autres termes, ramener les ECoE de 9% à 5% pourrait suffire à prévenir la "décroissance", mais ne serait pas assez bas pour rétablir la croissance elle-même. Pour y parvenir, nous devrions faire baisser les ECoE beaucoup plus, probablement à des niveaux inférieurs à 3,5 %.

L'aspect volumétrique de l'équation de la transition est délicat, et son coût a été évalué entre 95 000 et 110 000 milliards de dollars. Le prix financier, bien sûr, n'est pas le problème, surtout dans un monde où l'argent est couramment fabriqué à partir de rien. Ce qui compte, c'est la quantité d'intrants matériels que ces sommes représentent.

Supposons, à titre d'hypothèse, que la Terre puisse fournir les quantités requises de matières premières nécessaires à la fourniture d'intrants allant de l'acier et du cuivre aux plastiques, au lithium et au béton. Comme nous le savons, l'accès à ces matières et leur mise en œuvre dépendent absolument de l'utilisation de l'énergie. Sans activité à forte intensité énergétique, nous ne pouvons même pas fournir de l'eau, et encore moins extraire des minéraux et les transformer en composants.

En bref, le principe de l'ECoE - qui s'applique non seulement à la création de capacités, mais aussi à leur exploitation, à leur maintenance et à leur remplacement - nous dit que l'obtention d'énergie à partir de sources renouvelables à l'échelle dont nous avons besoin dépend absolument de l'utilisation préalable d'énergie à ces fins.

Étant donné que, du moins dans un avenir prévisible, l'approvisionnement de ces matières dépend de l'énergie héritée des combustibles fossiles, **les ECoE des énergies renouvelables sont liés à ceux du pétrole, du gaz et du charbon.**

Identifier le processus

Voici donc l'équation que le net zéro combiné à la croissance nous invite à accepter.

D'un côté, l'énergie provenant des combustibles fossiles décline rapidement. De l'autre, les produits physiques de l'énergie - les intrants dont nous aurons besoin pour accroître considérablement l'offre d'énergies renouvelables - deviennent disponibles en très grandes quantités.

On peut aussi dire que nous prévoyons d'abandonner l'énergie irrécupérable investie dans l'infrastructure du carbone, de construire une infrastructure de remplacement à l'échelle mondiale et de continuer à conduire, à prendre l'avion et à faire tout ce que nous faisons avec l'énergie, tout en réduisant l'offre d'énergie provenant des sources traditionnelles.

Le hic, c'est que personne ne semble prêt à nous dire à quelles utilisations de l'énergie il faudra renoncer pour libérer les ressources nécessaires à un investissement physique à une échelle transformationnelle.

Si nous nous libérons de l'illusion selon laquelle l'économie est une sorte de mécanisme auto-entretenu, entièrement financier et en mouvement perpétuel, fonctionnant indépendamment de l'énergie, la seule façon de résoudre ce problème est de s'appuyer sur une réduction indéfinie des coûts grâce à un progrès technologique continu. C'est pourquoi la foi dans le progrès indéfini de la technologie est implicite dans tant d'aspects du récit du "zéro net sans sacrifices économiques".

Le problème est qu'on oublie la réalité, à savoir que la portée de la technologie est limitée par les paramètres physiques de la ressource. C'est, bien sûr, la raison pour laquelle aucune technologie - ni, d'ailleurs, aucun engagement financier - n'a pu utiliser **les ressources de schiste** pour transformer les États-Unis en "*Amérique saoudite*".

Outre l'extrapolation technologique jusqu'à un point dépassant les limites de la physique, l'obstacle majeur à une réduction suffisante des coûts d'exploitation des énergies renouvelables est **l'hypothèse fallacieuse selon laquelle, grâce à une sorte de dynamique financière interne, l'économie peut "croître", de son propre chef, pour rendre possibles toutes les étapes de transition nécessaires.**

Si nous acceptons une fois la proposition selon laquelle, alors que la consommation d'énergie diminue, la production économique réelle peut augmenter, alors nous risquons d'approuver **le fantasme selon lequel nous pouvons "découpler" l'économie de la consommation d'énergie.** Et, puisque nous ne pouvons rien produire d'utile économiquement sans utiliser d'énergie, le "découplage" est une impossibilité logique.

D'ici

Cela ne veut pas dire que nous ne pouvons pas, ou ne devons pas, faire tous les efforts possibles pour passer des combustibles fossiles aux énergies renouvelables. Au contraire, la transition vers le "net zéro" va bien au-delà du souhaitable, et devient un impératif.

Loin de contester la nécessité d'une transition, SEEDS présente des arguments économiques et environnementaux convaincants en faveur d'une telle démarche. Une économie liée à perpétuité à l'augmentation de l'ECOE des combustibles fossiles serait confrontée à une détérioration inexorable. Il ne s'agit pas d'une tendance que nous devons prédire, car il ne fait aucun doute que c'est déjà le cas. Là où l'analyse SEEDS se démarque du "nouveau consensus", c'est sur la croyance, qui équivaut à un article de foi, que ce processus (a) peut être accompli sans sacrifice, et (b) peut être combiné avec la croissance économique.

Une quantité donnée d'énergie ne peut être utilisée plus d'une fois. La valeur énergétique héritée des combustibles fossiles, qui est déjà une quantité finie, devient une quantité finie plus petite en vertu des plans visant à accélérer l'abandon du pétrole, du gaz et du charbon.

Une situation dans laquelle cette quantité limitée d'énergie héritée est utilisée pour accroître l'offre d'énergies renouvelables, pour construire l'infrastructure requise et pour maintenir les utilisations actuelles de l'énergie, telles que la conduite automobile et l'aviation, ne passe pas le test de l'applicabilité. Les hypothèses associées, à savoir que la technologie apportera une solution à tous les problèmes et que l'économie "continuera à croître" grâce à une sorte de dynamique interne, ne passent pas le test de l'interprétation logique.

Tout cela, bien sûr, implique de manière évidente, bien que surprenante, que nous essayons de progresser vers une destination souhaitable en utilisant une base de planification qui est manifestement fautive.

Le rythme auquel nous devrions abandonner l'utilisation des énergies fossiles est un sujet de débat.

Mais la nécessité d'abandonner ces méthodes d'interprétation fallacieuses, basées uniquement sur l'argent, qui créent le mythe de l'économie comme une machine à mouvement perpétuel, qui croît toujours plus vite grâce à un mécanisme interne déconnecté de l'énergie, est devenue impérative.

▲ RETOUR ▲

.Pourquoi les certificats de décès ne sont pas aussi fiables que le CDC voudrait le faire croire ?

Ryan McMaken 25/05/2021 Mises.org



MISES WIRE



Historiquement, l'écrasante majorité des Américains ont ignoré les certificats de décès et la façon dont ils sont traités, produits et compilés à des fins de statistiques gouvernementales.

En 2020, cependant, les certificats de décès ont atteint un niveau d'importance sans précédent aux États-Unis. Cela était dû au fait que les agences gouvernementales, tant au niveau des États qu'au niveau fédéral, ont commencé à utiliser le nombre de décès du covid-19 comme moyen de justifier une grande variété de nouveaux décrets gouvernementaux radicaux destinés à combattre les maladies.

Étant donné que les gouvernements s'appuyaient tellement sur le nombre de décès pour justifier une expansion sans précédent de leur pouvoir, de nombreux observateurs ont commencé à s'interroger sur la manière dont ces décès étaient comptés.

Il s'avère que l'administration des certificats de décès est un sujet qui se prête à un sérieux scepticisme. Même avant la panique qui a suivi l'augmentation du nombre de décès dus au covid-19, l'exactitude des certificats de décès était une préoccupation constante.

Au cours des dernières décennies, le nombre d'autopsies a diminué, ce qui signifie que de moins en moins de certificats de décès sont étayés par une enquête plus approfondie. En outre, des études ont montré que près de la moitié des médecins ont, dans certains cas, "**sciemment déclaré une cause de décès inexacte**" sur les certificats de décès. D'autres études ont suggéré qu'une majorité de certificats de décès contenaient des "erreurs multiples".

Les implications de cette situation pour la politique gouvernementale sont pour le moins importantes et remettent en question l'exactitude de l'un des éléments les plus fondamentaux de la technocratie de la santé publique d'aujourd'hui. Les statistiques sur les causes de décès reposent en grande partie sur les données agrégées des certificats de décès. Mais si les médecins admettent qu'ils sont mal formés, voire qu'ils fournissent des informations trompeuses sur les causes de décès, les tentatives de justifier la politique gouvernementale par les données des certificats de décès deviennent de plus en plus suspectes.

Pourtant, les médias et les agences gouvernementales ont tendance à présenter ces données comme si elles étaient irréprochables et constituaient une source de données sanitaires toujours fiable. Pourtant, comme pour d'autres types de données gouvernementales, les certificats de décès devraient être considérés avec beaucoup plus de scepticisme que ce n'est le cas actuellement.

Problèmes de collecte des données

En avril 2020, alors que les États et les collectivités locales utilisaient les chiffres officiels sur les décès du covid pour justifier des changements de politique, la curiosité du public à l'égard des certificats de décès a commencé à augmenter. L'importance de déclarer des informations précises sur les causes de décès a été soulignée le 7 avril 2020 lorsque **Deborah Birx**, conseillère en maladies infectieuses de l'administration Trump, a discuté des recommandations des CDC sur la déclaration des décès. Birx a noté :

Nous avons adopté une approche très libérale de la mortalité Si quelqu'un meurt avec le COVID-19, nous le comptons comme un décès dû au COVID-19.

De plus, la politique fédérale a fourni une incitation monétaire pour déclarer davantage de décès comme des décès dus au COVID-19. Selon Factcheck.org :

Il est vrai ... que le gouvernement paiera plus aux hôpitaux pour les cas de COVID-19 dans deux sens : En payant 20 % de plus que les taux traditionnels de Medicare pour les patients COVID-19 pendant l'urgence de santé publique, et en remboursant les hôpitaux pour le traitement des patients non assurés atteints de la maladie (à ce taux Medicare amélioré).

Ces deux dispositions découlent de la loi CARES (Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act).

Cela ne signifie pas que les médecins mettent le "covid-19" comme cause du décès dans de nombreux cas alors qu'ils savent que quelque chose d'autre est vrai - tout en riant d'un air mauvais. L'effet est plutôt plus subtil. Dans les cas où il existe une ambiguïté quant à la cause de la mort, ces politiques donnent un coup de pouce en faveur de l'inclusion de la covid-19 comme cause de la mort parce qu'il est peu probable qu'elle soit remise en question et qu'elle garantisse aux prestataires de soins de santé des niveaux de remboursement plus élevés.

De nombreux facteurs différents peuvent intervenir dans le choix d'une cause de décès. Après tout, les causes de décès n'apparaissent pas miraculeusement sur les documents administratifs. La cause du décès doit être indiquée dans les documents par un être humain qui utilise son propre jugement pour déterminer la cause du décès. Bien que la cause du décès semble souvent évidente dans la culture populaire - comme une blessure par balle à la tête dans une série policière - la cause du décès est souvent tout sauf évidente dans la vie réelle.

Mais la politique fédérale a fait en sorte qu'il est très facile pour le personnel médical d'inscrire "covid" sur le certificat de décès et d'en finir. En effet, il est peu probable que les professionnels de la santé aient besoin de plus d'encouragement que cela. Il s'avère que la profession médicale s'est éloignée de l'exigence d'enquêtes approfondies sur les causes de décès. Dans cet article de 2017 sur la médecine gériatrique et "l'exactitude des certificats de décès", les auteurs rapportent ce qui suit :

L'inexactitude des certificats de décès est un problème bien reconnu, tant au niveau national qu'international. Les infractions vont des plus graves, comme les erreurs d'identification de la cause et de la manière du décès, aux plus mineures, comme l'illisibilité et le caractère incomplet. Malgré ces lacunes connues, nous continuons d'utiliser ces données au niveau de l'État, du pays et de la communauté internationale pour informer les projets de recherche, orienter les flux de financement et déterminer les objectifs en matière de soins de santé.

Comme le soulignait un titre du Washington Post en 2013 : "près d'un tiers de tous les certificats de décès sont erronés".

Cette situation est en partie due à un manque de formation. Dans un article paru en 2005 dans American Family Physician, le **Dr Geoffrey Swain** et ses collaborateurs écrivent que "les médecins reçoivent une formation inadéquate dans ce domaine important, et leur performance dans cette tâche reste moins qu'idéale. ...Bien qu'il

soit parfois difficile de s'entendre sur la cause du décès, la plupart des problèmes liés aux certificats de décès proviennent du fait qu'ils ne sont pas remplis correctement."

Une autre raison des erreurs et inexactitudes des certificats de décès est le fait que relativement **peu d'autopsies sont désormais pratiquées**, et que peu de ressources sont apparemment consacrées à l'audit des déclarations de cause de décès ou à la confirmation des causes de décès déclarées. Par exemple,

*Le taux moyen d'autopsie dans les hôpitaux américains était de $\approx 50\%$ dans les années 1940 et de 41% en 1970, juste avant que la Joint Commission on the Accreditation of Hospitals ne supprime l'exigence d'un taux d'autopsie de 20% . Depuis cette époque, **les taux d'autopsie sont en chute libre**, avec des taux estimés actuellement à $\approx 8\%$ dans l'ensemble, y compris les cas médico-légaux, mais seulement **4% parmi les décès en milieu hospitalier**².*

Certains médecins, chercheurs et bureaucrates affirment que les autopsies ne sont plus nécessaires, sauf dans quelques cas, car le personnel médical est censé être bien meilleur pour identifier la cause du décès aujourd'hui. Mais beaucoup d'autres ne sont pas de cet avis et *"en médecine, les autopsies restent une arme essentielle"* dans la lutte pour l'élargissement des connaissances médicales.

Par exemple, une méta-analyse comparant les diagnostics cliniques aux résultats des autopsies indique que : *"Au moins un tiers des certificats de décès sont probablement incorrects et 50% des autopsies produisent des résultats insoupçonnés avant le décès."* Et, **une étude de l'Ohio portant sur les certificats de décès de nourrissons a révélé que $56,5\%$ des certificats de décès étaient discordants avec les conclusions de l'autopsie.**

En outre, il semble que le domaine de la pathologie médico-légale soit devenu plutôt impopulaire. Selon Judy Melink, MD, les pathologistes médico-légaux vieillissent en moyenne et leur nombre total est en baisse. Cette évolution a été encouragée par la politique fédérale : *"Les hôpitaux ne sont plus tenus d'avoir des programmes d'autopsie pour bénéficier du remboursement de Medicare."*

Une enquête approfondie sur la cause du décès tend également à découvrir davantage de preuves d'erreurs médicales. Ainsi, comme l'a fait remarquer le Dr Lee Goldman, le manque d'informations sur les autopsies "représente une énorme occasion manquée de comprendre comment réduire les décès attribuables à des erreurs médicales." Dans certains cas, le personnel médical pourrait même éviter les autopsies pour des raisons néfastes. Comme le conclut Melink, **la diminution des exigences en matière d'autopsies peut signifier que si le personnel hospitalier "se trouve motivé pour enterrer ses erreurs, il est désormais libre de le faire."**

Dans un domaine où plus de **100 000 décès par an pourraient être dus à des erreurs médicales**, ce n'est pas un problème mineur.

Dans certains cas, des obstacles bureaucratiques ont empêché de rapporter ce que les médecins croyaient être la bonne conclusion. Le Washington Post rapporte :

Pour ce qui est de la raison pour laquelle les médecins signalaient des causes de décès inexactes, il s'agit en fait d'une raison étrangement bureaucratique : Les trois quarts d'entre eux ont déclaré que le système qu'ils utilisent dans la ville de New York n'acceptait pas ce qu'ils pensaient être la véritable cause du décès. Ils ont donc inscrit quelque chose d'autre à la place.

La politisation des certificats de décès

Avant 2020, la question de l'interprétation des certificats de décès attirait généralement l'attention du grand public dans les affaires de justice pénale. Comme dans l'affaire George Floyd, la cause officielle du décès est devenue un sujet de débat juridique.

Cela pourrait également se produire dans certains cas au niveau macroéconomique. **Au Japon**, par exemple, la police est depuis longtemps soupçonnée de déclarer que les décès suspects sont des suicides, puis de décourager les autopsies qui pourraient révéler un homicide. Comme l'a rapporté le Los Angeles Times en 2007 :

La police décourage les autopsies qui pourraient révéler un taux d'homicide plus élevé dans sa juridiction, et fait pression sur les médecins pour qu'ils attribuent les décès non naturels à des raisons de santé, généralement une insuffisance cardiaque, affirme le groupe. Il y a fort à parier, selon l'association, que les gens s'en tirent à bon compte au Japon, un pays qui revendique officiellement l'un des taux d'homicide par habitant les plus bas du monde.

Quoi qu'il en soit, une situation dans laquelle il existe une motivation pour mener une enquête médiocre sur la cause du décès peut être problématique, et les problèmes potentiels ne s'arrêtent pas au stade où les certificats de décès sont remplis. D'autres problèmes peuvent survenir lorsque les responsables de la "santé publique" prennent des décisions sur la manière dont ces données seront compilées, étiquetées et utilisées.

Comme toutes les données gouvernementales, telles que les données relatives à l'emploi, à la criminalité ou à l'accession à la propriété, ces données peuvent être utilisées de diverses manières pour justifier et élaborer des interventions gouvernementales supplémentaires dans le secteur privé. **Il est important de garder à l'esprit que les données des certificats de décès, comme toute autre mesure bureaucratique, sont sujettes à des erreurs humaines et à des choix humains, et doivent toujours être considérées comme un facteur faillible parmi d'autres dans la prise de décision politique.**

NOTES :

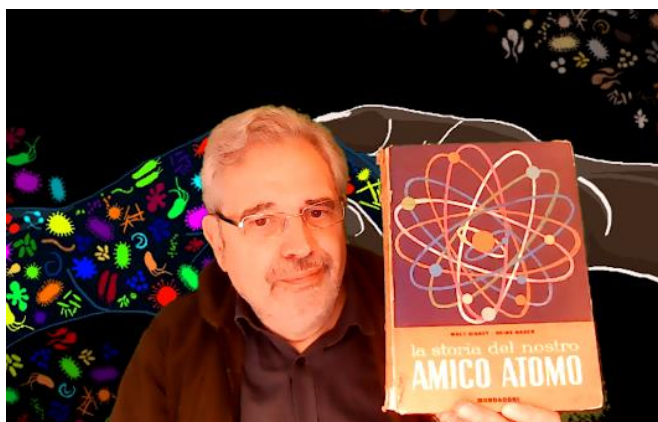
1. Emily Carter, MD ; Christina Holt, MD, MSc ; et Amy Haskins, PhD, "Research Review : Death Certificate Accuracy - Why It Matters and How to Achieve It" dans Today's Geriatric Medicine, Vol. 10 No. 5 P. 26.
2. Lee Goldman, "**Autopsie 2018** : encore nécessaire, même si parfois elle n'est pas suffisante" dans Circulation, 19/26 juin 2018;137:2686-2688.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est un rédacteur principal à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et Power&Market, mais lisez d'abord les directives relatives aux articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'Université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

▲ RETOUR ▲

Le grand tournant de l'humanité : Et si l'énergie nucléaire n'avait pas été abandonnée dans les années 1970 ?

Ugo Bardi Lundi 24 mai 2021



La traduction italienne du livre de Walt Disney, "Notre ami l'atome", publié à l'origine en 1956. Il s'agissait

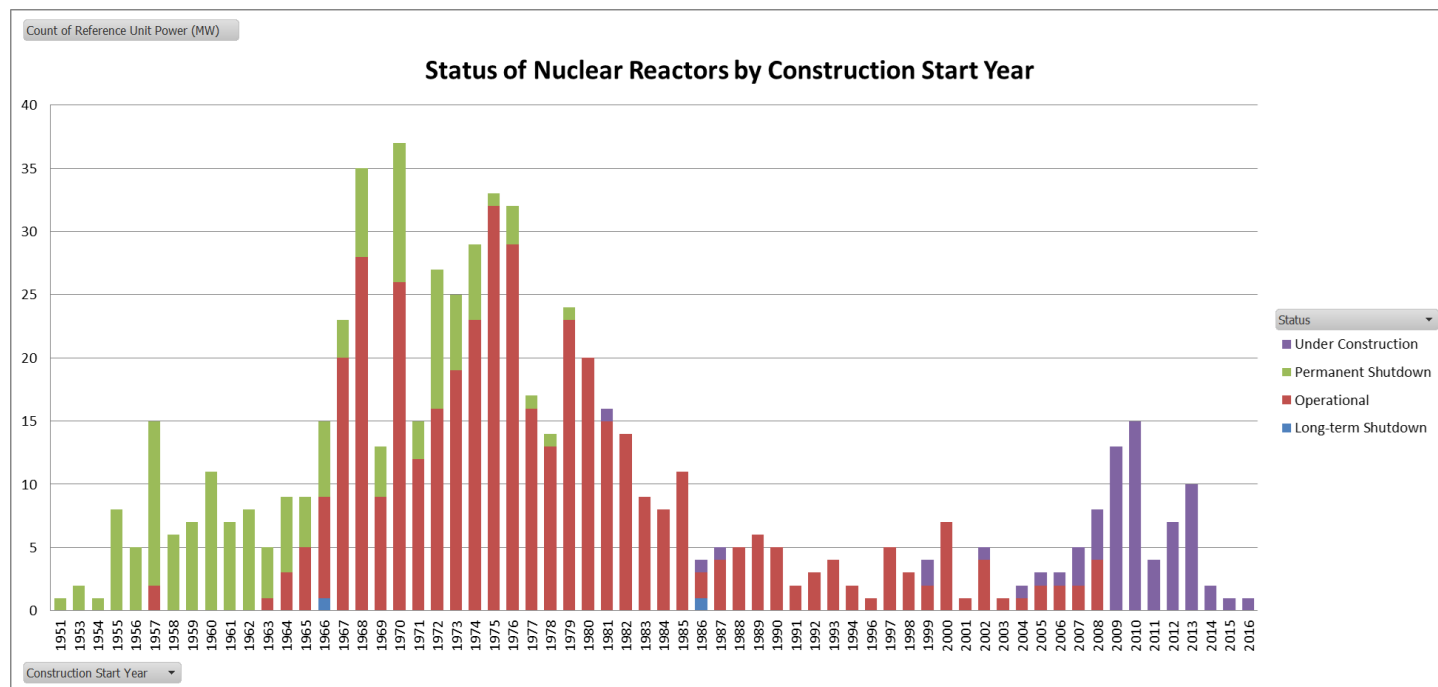
d'un puissant argumentaire de l'industrie nucléaire pour vendre au monde un système énergétique totalement nouveau. Cela aurait pu être un tournant pour l'humanité, mais cela n'a pas fonctionné : l'énergie nucléaire a été abandonnée dans les années 1960-1970. C'était probablement inévitable : trop de facteurs jouaient contre l'industrie nucléaire. Mais on peut se demander ce qui aurait pu se passer s'il avait été décidé de poursuivre l'énergie nucléaire et d'abandonner les énergies fossiles. (En arrière-plan : un tout autre concept, celui des "holobiontes",)



Je me souviens avoir lu le livre de Walt Disney, "Our Friend, the Atom" (1957), dans les années 1960, alors que j'avais peut-être 10 ans. Ce livre a laissé une forte impression sur moi. Encore aujourd'hui, lorsque je visualise les protons et les électrons dans mon esprit, je les vois dans les couleurs qu'ils étaient représentés dans le livre : les protons sont rouges, les électrons sont bleus ou verts. Et je pense que l'une des raisons pour lesquelles j'ai décidé d'étudier la chimie à l'université était les images fascinantes de la structure atomique que j'avais vues dans le livre.

Plus de 60 ans après sa publication, "Our Friend the Atom" reste un jalon dans l'histoire de l'énergie nucléaire. Vous pouvez facilement trouver sur le Web l'épisode télévisé de Disneyland dont le livre est tiré. Il est toujours aussi étonnant aujourd'hui, comme il l'était dans les années 1950, en termes d'imagerie et de maîtrise de l'art de la présentation. L'industrie nucléaire était en pleine expansion et se voyait capable de croître davantage. D'où le lancement de "l'ère atomique" qui aurait apporté une énergie bon marché et abondante pour tous, peut-être même une énergie "trop bon marché pour être mesurée".

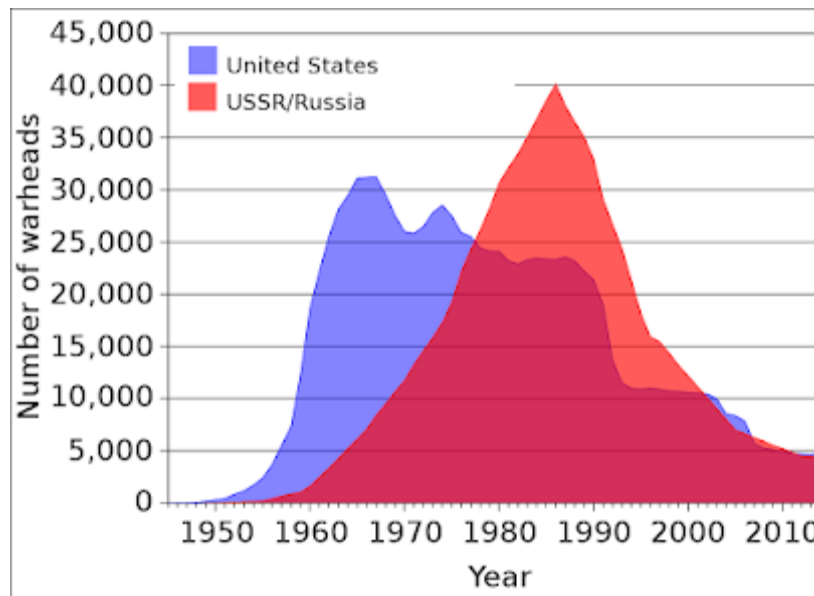
Cela n'a pas fonctionné. Vous voyez dans le graphique le nombre de nouveaux réacteurs installés dans le monde. Il a atteint son maximum vers 1970 - ce qui signifie que les projets de construction de nouveaux réacteurs ont diminué avant cette date. Déjà dans les années 1960, l'enthousiasme pour l'énergie nucléaire était en déclin. Un déclin qui allait durer jusqu'à aujourd'hui, malgré quelques signes récents d'un possible redémarrage. (image de l'Université du Texas)



Qu'est-ce qui a mal tourné ? Aujourd'hui, toute cette histoire est généralement rejetée comme étant le résultat des machinations de ces méchants Verts qui s'étaient opposés à l'énergie nucléaire pour des raisons idéologiques. Pourtant, la campagne populaire du "soleil souriant" ne s'est pas répandue avant la fin des

années 1970, alors que l'industrie nucléaire était déjà en chute libre. Jamais dans leur histoire, les Verts n'avaient été capables d'arrêter un domaine industriel qui gagnait de l'argent. Pourquoi auraient-ils eu autant de succès avec l'industrie nucléaire ? (Soit dit en passant, avec une campagne qui a débuté au moins une décennie après que la cible visée ait commencé son déclin. Ces méchants Verts avaient même des machines à remonter le temps).

En examinant cette vieille histoire, nous constatons que la campagne du soleil souriant n'était pas la cause mais un symptôme des problèmes auxquels l'industrie nucléaire était confrontée. Jusque dans les années 1950, elle avait été une industrie presque exclusivement militaire. La production d'énergie électrique pour le marché civil était une tâche secondaire qui apportait quelques revenus supplémentaires, tout comme la production d'isotopes pour la recherche et les applications médicales. Mais, de loin, le principal produit de l'industrie était les ogives nucléaires. Et c'est là que le bât blesse : ces ogives étaient stockées en nombre absurde, bien au-delà des besoins raisonnables (si l'on veut utiliser ce terme) de la défense nationale.



Le problème devait être clair dès les années 1950, rien qu'en observant les tendances de croissance du nombre d'ogives. Il était clair que l'industrie saturait son marché. La seule solution pour stimuler la demande était de déclencher une véritable guerre nucléaire mais, heureusement, tout le monde n'était pas d'accord avec cette idée.

Mais où trouver de nouveaux marchés pour l'industrie nucléaire ? Avec déjà tant d'armes nucléaires en circulation, une solution possible était de se tourner vers le marché civil. Dans les années 1950, les États-Unis se sont engagés dans un programme qui a débuté avec le discours du président Eisenhower intitulé "*Atomes pour la paix*" en 1953. L'idée était de diffuser la technologie nucléaire dans le monde entier afin de produire de l'énergie et d'autres produits utiles. Le film de Walt Disney de 1956 était une émanation de ce programme.

Rétrospectivement, le programme "*Atomes pour la paix*" n'aurait pas pu fonctionner, et il n'a pas fonctionné. L'industrie nucléaire a dû faire face à une série d'obstacles, chacun suffisant à stopper sa croissance, seul. Tous ensemble, ils étaient vraiment trop nombreux. En voici la liste.

1. Un problème de ressources minérales. Dans les années 50, on savait déjà (*) que les réserves minérales d'uranium fissile, l'isotope 235, étaient insuffisantes pour que les centrales nucléaires puissent assurer la production d'énergie dans le monde entier. Cela n'aurait été possible qu'au moyen de la nouvelle technologie, à peine testée, de la "reproduction". Quelques tentatives ont été faites pour construire des réacteurs de sélection commerciaux, mais elles ont été victimes de la règle générale selon laquelle tout coûte toujours plus cher et prend plus de temps. Petit à petit, les fonds nécessaires pour continuer à développer la technologie se sont taris et les efforts se sont arrêtés. Le plus connu de ces réacteurs, le "**Superphénix**" français, a été fermé en 1996.

Pas de surgénérateurs, pas d'âge atomique.

2. Un problème de pollution. Dans les années 1950, les déchets nucléaires n'étaient pas considérés comme un problème majeur, mais il était également clair qu'une augmentation substantielle du nombre de réacteurs nucléaires aurait créé la nécessité de faire quelque chose avec les déchets radioactifs. Et l'on a commencé à comprendre que le démantèlement des vieux réacteurs nucléaires en fin de vie était une tâche longue et coûteuse. Théoriquement, ces problèmes étaient solubles, mais à des coûts énormes, et qui allait payer ? Cette question n'a jamais trouvé de réponse à l'époque et elle reste sans réponse aujourd'hui.

3. Un problème commercial. L'énergie électrique produite par les réacteurs nucléaires est toujours restée plus chère que l'énergie produite par le gaz ou le charbon. La production d'énergie pour le marché civil devait donc être subventionnée pour être compétitive. Jusqu'en 1977, les subventions étaient fournies indirectement par l'industrie militaire avec l'achat du plutonium produit par les réacteurs, utilisé pour fabriquer des ogives nucléaires. Ces subventions ont été supprimées par le président Carter, d'une part parce que les États-Unis avaient déjà trop d'ogives, et d'autre part pour éviter la prolifération des matières fissiles. A ce stade, l'industrie n'était plus compétitive et qui investirait de l'argent dans une industrie non compétitive ?

4. Un problème de concurrence. Dans les années 1960, le concept d'"économie de l'hydrogène" a commencé à devenir populaire. L'industrie nucléaire semblait avoir une bonne idée en affirmant qu'elle pouvait produire non seulement de l'énergie électrique, mais aussi un carburant capable d'alimenter les véhicules. Sans surprise, cela a mis l'industrie nucléaire en concurrence directe avec l'industrie des combustibles fossiles. Nous savons que chacun a tendance à défendre son territoire lorsqu'il est menacé et nous ne pouvons pas imaginer que l'industrie des combustibles fossiles accepte docilement d'être supplantée. À la fin des années 1970, une campagne de relations publiques agressive basée sur le symbole du "soleil souriant" a fait de l'énergie nucléaire la bête noire de tous. Nous ne saurons probablement jamais qui a financé cette campagne, mais nous savons qui en a bénéficié.

5. Un problème stratégique. L'idée des "*atomes pour la paix*" était un non-sens total en termes stratégiques. Jusque dans les années 1960, l'URSS et les États-Unis avaient un monopole presque complet sur les armes nucléaires. Avec le programme "atomes pour la paix", les États-Unis se sont retrouvés dans un dilemme stratégique impossible : comment arrêter la prolifération nucléaire tout en diffusant les technologies nucléaires dans le monde entier ? La solution consistait à oublier tranquillement les atomes pour la paix tout en arrêtant agressivement la construction de réacteurs nucléaires partout et surtout dans les pays considérés comme stratégiquement peu fiables. En 1981, le réacteur "Tammuz" en construction en Irak, près de Bagdad, est détruit par l'aviation israélienne. En 1987, un référendum contre l'énergie nucléaire a été organisé en Italie, un pays considéré comme un allié à risque des États-Unis en raison de la présence d'un important parti communiste. Le référendum a contraint le gouvernement italien à démanteler quatre réacteurs déjà construits et à ne plus jamais s'engager dans la production d'énergie nucléaire. L'Iran a poursuivi le programme nucléaire lancé dans le cadre du programme "Des atomes pour la paix", mais il a été saboté à chaque étape. À partir des années 1980, il est devenu évident que non seulement les armes nucléaires mais aussi l'énergie nucléaire n'appartenaient qu'à un club restreint.

Vous voyez que, comme d'habitude, **quand quelque chose doit arriver, vous ne pouvez pas l'empêcher d'arriver.** L'échec de l'industrie nucléaire a été inscrit sur le mur des réacteurs en raison d'une série de circonstances factuelles, et certainement pas parce qu'un groupe de Verts aux cheveux longs protestait dans les rues. Pourtant, il n'est pas impossible de penser que l'histoire aurait pu suivre un chemin différent.

Imaginez que les chefs militaires américains aient tapé du pied sur le sol et aient dit : "nous allons avoir des éleveurs en Amérique". Imaginez que des fonds suffisants aient pu être consacrés à cette tâche. Enfin, imaginez que les problèmes technologiques des reproducteurs aient pu être résolus. À ce moment-là, les États-Unis et l'ensemble du monde occidental auraient pu passer à un système énergétique largement nucléarisé, incluant éventuellement un système de transport à l'hydrogène. Il est peu probable que la Chine et l'Union soviétique

n'aient pas suivi la même voie. Et il aurait été difficile d'empêcher la technologie nucléaire de se diffuser dans d'autres régions du monde.

Quel genre de monde serait-ce, aujourd'hui ? En théorie, nous disposerions d'une énergie abondante pour tous ou, du moins, pour les pays qui se seraient lancés dans la nucléarisation de leur économie. Et cette énergie pourrait être produite sans émettre de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, de sorte que le climat de la Terre n'aurait pas été affecté, du moins pas directement.

Mais nous aurions été confrontés à une toute autre série de problèmes. Si le plan de nucléarisation avait été mis à exécution, la quantité de matières fissiles disponibles dans le monde aurait été multipliée par un ou deux ordres de grandeur et il est presque impensable qu'elle ne tombe pas entre les mains des nombreux petits tyrans, chefs religieux fanatiques et psychopathes assortis qui ont tendance à avoir envie de ce genre de choses. Considérez également que les centrales nucléaires (en particulier les surgénérateurs) offrent une cible délicieuse pour les attaques militaires et terroristes, et vous pouvez imaginer le genre de problèmes que nous pourrions avoir aujourd'hui. Le scénario de "l'hiver nucléaire", proposé dans les années 1990, a été diabolisé, mais jamais vraiment démystifié. Et cela sans parler de la possibilité d'une mauvaise gestion des déchets nucléaires et du fait que le plutonium est la substance la plus toxique connue pour l'homme.

Considérez également un autre problème, beaucoup plus important, qui se cache dans l'ombre pour ce scénario. Dans les années 1950, **Marion King Hubbert** travaillait sur l'épuisement du pétrole et, en 1956, il a proposé sa fameuse courbe de production "en forme de cloche", connue plus tard sous le nom de "pic pétrolier". Hubbert a également proposé que l'énergie nucléaire remplace les combustibles fossiles. Mais notez dans la figure ci-dessous comment, selon lui, l'énergie nucléaire n'aurait pas empêché le "pic pétrolier" de se produire à peu près au même moment que ce qui était prévu sans l'énergie nucléaire. Hubbert a très bien compris que l'énorme effort nécessaire pour construire la nouvelle infrastructure nucléaire aurait dû être basé sur les combustibles fossiles, et n'aurait donc pas réduit leur production.

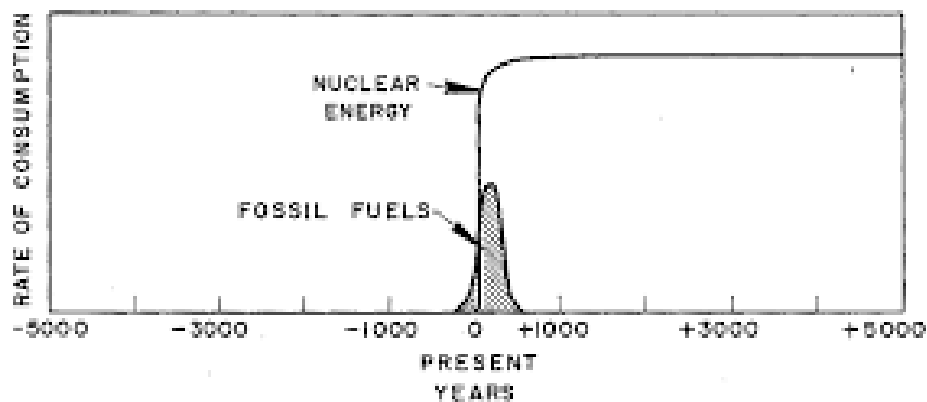


Figure 30 - Relative magnitudes of possible fossil-fuel and nuclear-energy consumption seen in time perspective of minus to plus 5000 years.

Maintenant, notez quelque chose dans l'image : alors que les combustibles fossiles suivent une courbe de production en forme de cloche, l'énergie nucléaire atteint un plateau et y reste pendant des milliers d'années. Pourquoi ?

Hubbert devait être bien conscient que les "milliers d'années d'approvisionnement" que l'industrie nucléaire revendiquait souvent pour les réserves minérales d'uranium à transformer en plutonium n'étaient possibles que si la production n'augmentait pas au-delà d'un certain rythme. Mais qu'est-ce qui aurait empêché les gens d'augmenter encore plus la production d'énergie ? Vous pensez que les gens se seraient dit : "maintenant, nous en avons assez" et qu'ils auraient ensuite passé leur temps à se détendre et à oublier la croissance économique ?

Un seul monde : les pyramides

Pourquoi le plutonium, étant une ressource minérale finie, ne suivrait-il pas une courbe en forme de cloche, avec un pic et un début de déclin par la suite ? (Vous voulez mentionner le thorium ? Bien sûr, mais c'est une autre ressource limitée, cela ne change rien au concept). Donc, il y aurait une croissance, un pic, puis un déclin.

Il est impossible de calculer quand le "pic de plutonium" pourrait avoir lieu dans un monde entièrement nucléarisé. Cela dépendrait de nombreux facteurs, des ressources disponibles, de l'efficacité de la technologie de reproduction, du rendement énergétique de l'investissement, du coût de la gestion des déchets, etc. Dans un précédent billet, j'ai fait quelques estimations très approximatives : si l'économie basée sur le plutonium devait fonctionner selon les lois connues de l'économie, il est difficile d'imaginer que les réserves de matières fissiles dureraient plus de quelques siècles, peut-être même moins d'un siècle. (La fusion ? Bien sûr, attendons encore 50 ans et....).

Et voilà où nous en sommes. Jouer au jeu du "et si" est très amusant, mais il ne faut pas oublier que nous parlons du rêve exprimé par "Notre ami l'atome" de Walt Disney, un rêve qui, vraisemblablement, avait les mêmes chances de devenir réalité que d'autres proposés par Walt Disney, comme celui d'une pauvre fille de la campagne qui épouserait un prince. Et il n'est pas du tout garanti que la fille de la campagne ait un mariage heureux !

Nous ne savons pas si une économie basée sur le plutonium a un jour été autre chose qu'un rêve. Aujourd'hui, il est trop tard pour revenir sur un moment de l'histoire qui est passé et disparu, même s'il n'est pas impossible que quelqu'un veuille essayer de ressusciter un rêve qui pourrait facilement se transformer en cauchemar.

Ce que nous savons, c'est que, comme toujours, nous nous trouvons à l'intersection du passé et du futur, dans cet instant fugace que nous appelons "présent". À partir de maintenant, des possibilités infinies s'offrent à nous. Celles qui mènent à un avenir pacifique et prospère sont peu nombreuses, peut-être n'en existe-t-il aucune. Mais nous devons persévérer. C'est un voyage qui nous mènera quelque part, même si nous ne pouvons pas dire où.

(*) L'histoire de l'évaluation des réserves d'uranium est fascinante en soi. **Palmer Putnam** a publié en 1953 le livre "*Energy in the Future*" dans lequel il a effectué l'une des premières évaluations quantitatives du potentiel de l'énergie de fission en termes de réserves minérales d'uranium.

The heat generated by the fission of a pound of uranium metal is calculated to be 3.3×10^{10} Btu. So, assuming breeding, the total heat content of the economically recoverable world reserve so far mapped is

$$26 \times 10^6 \times 2 \times 10^3 \times 3.3 \times 10^{10} = 1716 \times 10^{18} \text{ Btu} = 1716 \text{ Q.}$$

If, as is believed, it would be economical to recover about a third of the total heat content, by breeding and chemical reruns, then there would appear to be a net world reserve of nuclear fuels containing about 575 Q—over 25 times the net economically recoverable reserve of coal, and over 100 times that of oil-gas.

Notez les mots clés : "supposant la reproduction". C'est-à-dire que l'on suppose que l'énergie peut être extraite des deux isotopes de l'uranium, le 235 et le 238. Le résultat est de 1700 Quads, soit environ 100 fois le contenu énergétique des réserves de pétrole et de gaz (alors) connues.

Vous comprenez pourquoi, dans les années 1950, il est devenu évident que la production de plutonium était absolument nécessaire pour une économie basée sur le nucléaire. Si seul l'U235 devait être "brûlé", alors la ressource serait soudainement réduite à 0,72% du total, soit à 12 Quads. En supposant une efficacité optimiste

de 30 % (mais, vraiment, beaucoup trop optimiste), le total pouvant être obtenu serait de 4 Quads. Auparavant, Putnam avait établi que le monde aurait besoin de plus de 70 Quads d'énergie en l'an 2000. Pas de surgénérateurs, pas d'âge atomique. Simple.

▲ RETOUR ▲

Pourquoi les modèles économiques ne peuvent fournir une image réaliste du comportement humain

Frank Shostak 26 mai 2021 Mises.org



MISES WIRE



Alors que dans les sciences naturelles, une expérience de laboratoire permet d'isoler divers éléments et de suivre leurs mouvements, il n'existe pas d'équivalent dans la discipline économique. L'introduction de l'économétrie et de la construction de modèles est une tentative de produire un laboratoire où des expériences contrôlées peuvent être menées.

L'idée de disposer d'un tel laboratoire est très attrayante pour les économistes et les politiciens, car une fois le modèle construit et approuvé comme une bonne réplique de l'économie, les politiciens peuvent évaluer les résultats de diverses politiques.

Cela, dit-on, améliorera l'efficacité des politiques gouvernementales et conduira donc à une économie meilleure et plus prospère. Il est également suggéré que le modèle puisse servir d'arbitre dans la validation de diverses idées économiques.

Outre l'évaluation de l'impact de diverses politiques, l'autre objectif d'un modèle est de fournir une indication sur l'avenir.

Au moyen de méthodes mathématiques et statistiques, le constructeur d'un modèle établit des relations entre diverses variables économiques.

Par exemple, les dépenses personnelles de consommation sont liées au revenu personnel disponible et aux taux d'intérêt, tandis que les dépenses en capital fixe s'expliquent par le stock de capital passé, les taux d'intérêt et l'activité économique. Un ensemble de ces diverses relations estimées - c'est-à-dire des équations - constitue un modèle économétrique.

Une comparaison de la qualité de l'ajustement entre la simulation dynamique et les données réelles est importante pour évaluer la fiabilité d'un modèle. (Dans une simulation statique, le modèle est résolu en utilisant des variables décalées connues. Dans une simulation dynamique, le modèle est résolu en utilisant ses propres

variables décalées générées).

Le test final du modèle est sa réponse à un changement de variable politique, comme une augmentation des impôts ou une hausse des dépenses publiques. Au moyen d'une évaluation qualitative, le constructeur du modèle décide si la réponse est raisonnable ou non. Une fois le modèle construit avec succès, il est prêt à être utilisé.

Les modèles mathématiques sont-ils valables en économie ?

En appliquant les mathématiques, le courant économique dominant tente de suivre les traces des sciences naturelles. Dans les sciences naturelles, l'emploi des mathématiques permet aux scientifiques de formuler la nature essentielle des objets.

Au moyen d'une formule mathématique, la réponse des objets à un stimulus particulier dans une condition donnée est saisie. Par conséquent, dans ces conditions données, la même réponse sera obtenue à chaque fois.

La même approche n'est toutefois pas valable en économie, car celle-ci est censée traiter d'êtres humains et non d'objets. Selon Mises dans *Human Action*,

L'expérience avec laquelle les sciences de l'action humaine doivent traiter est toujours une expérience de phénomènes complexes. Aucune expérience de laboratoire ne peut être réalisée en ce qui concerne l'action humaine.

La principale caractéristique ou nature des êtres humains est qu'ils sont des animaux rationnels. Ils utilisent leur esprit pour assurer leur vie et leur bien-être. Cependant, l'utilisation de l'esprit n'est pas une procédure automatique, mais chaque individu utilise son esprit en fonction de ses propres circonstances. Il est donc impossible de saisir la nature humaine au moyen de formules mathématiques, comme c'est le cas dans les sciences naturelles.

L'analyse quantitative implique la possibilité d'attribuer des nombres, qui peuvent être soumis à toutes les opérations de l'arithmétique. Pour ce faire, il est nécessaire de définir une unité objective fixe.

Une telle unité objective, cependant, n'existe pas dans le domaine des évaluations humaines. À ce sujet, Mises a écrit dans *L'action humaine* : "Il n'y a pas, dans le domaine de l'économie, de relations constantes, et par conséquent aucune mesure n'est possible." Il n'existe pas de normes constantes pour mesurer les esprits, les valeurs et les idées des hommes.

Les gens ont la liberté de choisir de changer d'avis et de poursuivre des actions contraires à ce qui a été observé dans le passé. En raison de la nature unique des êtres humains, les analyses en économie ne peuvent être que qualitatives.

Les objectifs ou les fins individuels fixent la norme d'évaluation des faits de la réalité. Par exemple, si l'objectif d'un individu est d'améliorer sa santé, il déterminera quels biens seront bénéfiques à sa santé et lesquels ne le seront pas.

Parmi ceux qui lui seront bénéfiques, certains seront plus efficaces que d'autres. Il n'existe cependant aucun moyen de quantifier cette efficacité. Tout ce que l'on peut faire, c'est classer ces biens en fonction de leur efficacité perçue.

L'utilisation des mathématiques en économie pose un autre problème sérieux. L'emploi de fonctions mathématiques implique que les actions humaines sont mises en mouvement par divers facteurs.

Par exemple, contrairement à la pensée mathématique, les dépenses individuelles en biens ne sont pas "causées"

par le revenu réel en tant que tel. Dans son propre contexte, chaque individu décide quelle part d'un revenu donné sera utilisée pour la consommation et quelle part pour l'épargne.

S'il est vrai que les gens réagissent aux variations de leurs revenus, cette réaction n'est pas automatique, comme le montre une formule mathématique.

Une augmentation du revenu d'un individu n'implique pas automatiquement que ses dépenses de consommation suivront. Chaque individu évalue l'augmentation de son revenu en fonction des objectifs qu'il souhaite atteindre. Ainsi, il peut décider qu'il est plus avantageux pour lui d'augmenter son épargne plutôt que d'augmenter sa consommation. De ce point de vue, un modèle économétrique, qui est une collection de diverses équations, est une description trompeuse du monde réel des êtres humains. Dans le monde des modèles économétriques, les individus sont réduits à des robots qui répondent mécaniquement à un changement de diverses variables motrices.

Pourquoi la distribution des probabilités n'est pas pertinente en économie

Outre les mathématiques, la construction de modèles économétriques fait également appel aux probabilités. Qu'est-ce que la probabilité ? La probabilité d'un événement est la proportion de fois où l'événement se produit parmi un grand nombre d'essais. Par exemple, la probabilité d'obtenir face lorsqu'on lance une pièce de monnaie est de 0,5. Cela ne signifie pas que lorsqu'on lance une pièce dix fois, on obtient toujours cinq têtes.

Cependant, si l'expérience est répétée un grand nombre de fois, il est probable que l'on obtienne 50 % de têtes. Plus le nombre de lancers est élevé, plus l'approximation est susceptible d'être proche.

En économie, nous n'avons pas affaire à des cas homogènes. Chaque observation est unique. Par conséquent, aucune distribution de probabilité ne peut être établie. (Encore une fois, la distribution de probabilité repose sur l'hypothèse que nous avons affaire à des cas homogènes).

Prenons, par exemple, les activités entrepreneuriales. Si ces activités étaient homogènes, avec des distributions de probabilité connues, alors nous n'aurions pas besoin d'entrepreneurs.

Un entrepreneur est un individu qui organise ses activités de manière à découvrir les besoins futurs des consommateurs. Cependant, les besoins des gens ne sont jamais constants en ce qui concerne un bien particulier.

Comme les activités entrepreneuriales ne sont pas homogènes, cela signifie qu'il est impossible de former une distribution de probabilité pour les rendements entrepreneuriaux.

L'hypothèse du courant économique dominant, selon laquelle la distribution de probabilités est valable en économie, conduit à des résultats absurdes, car elle ne décrit pas un monde d'êtres humains qui exercent leur esprit pour faire des choix, mais des machines.

L'utilisation des probabilités implique qu'un processus aléatoire a généré les différents éléments de données économiques, comme si l'on jouait à pile ou face.

Notez qu'aléatoire signifie arbitraire, c'est-à-dire sans méthode ni décision consciente. Cependant, si tel était le cas, les êtres humains ne pourraient pas survivre très longtemps. Afin de maintenir leur vie et leur bien-être, les êtres humains doivent agir de manière consciente et ciblée. Il doit planifier ses actions et employer des moyens appropriés.

Autres questions relatives à l'utilisation des modèles économétriques

Étant donné que les êtres humains sont régis par la liberté de choix, diverses analyses de politiques au moyen de modèles, connues sous le nom d'analyses "what if" ou de multiplicateurs, sont susceptibles de générer des résultats discutables.

Pour réaliser l'expérience "what if", en règle générale, un constructeur de modèles utilise un modèle donné dont les paramètres des équations restent intacts. Cela est toutefois discutable. Par exemple, supposons que le créateur de modèle souhaite évaluer l'effet d'une modification des dépenses publiques sur divers marchés. Il est fort probable qu'un changement dans les dépenses publiques affectera les paramètres de diverses équations. Si le constructeur du modèle devait ignorer cela et laisser la structure des équations intacte, cela signifierait que les individus dans l'économie ont cessé d'être vivants et ont été, en fait, gelés. Mises écrit à ce sujet dans *The Ultimate Foundation of Economic Science* :

En tant que méthode d'analyse économique, l'économétrie est un jeu enfantin avec des chiffres qui ne contribue en rien à l'élucidation des problèmes de la réalité économique.

Un autre problème majeur de la plupart des modèles économétriques à grande échelle est qu'ils sont conçus selon les principes de la pensée keynésienne. La principale variable de ces modèles est le produit intérieur brut (PIB), qui est expliqué dans le cadre du modèle par les interactions entre diverses données forfaitaires, appelées agrégats.

L'interaction entre les différents agrégats dans le cadre du modèle donne l'impression que l'économie concerne le produit intérieur brut, et non les êtres humains et la vie humaine. De toute évidence, cela va à l'encontre du fait que tout ce qui existe dans le monde humain est causé par la conduite intentionnelle de l'homme.

Pour améliorer la capacité d'un modèle économétrique en tant qu'outil de prévision, la capacité de prédiction de chaque équation du modèle est testée par rapport aux données réelles. La différence entre les données réelles et les données obtenues à partir des équations, c'est-à-dire le terme d'erreur (également connu sous le nom de facteur d'addition), est extrapolée vers l'avant et incorporée dans les équations du modèle.

Dans de nombreux cas, la prévision produite par un modèle économétrique est fortement influencée par le facteur d'addition, ce qui permet au constructeur du modèle de forcer le résultat de la prévision en fonction de son "instinct". Tout ceci jette des doutes sur les procédures scientifiques employées par la modélisation économétrique.

Le cabinet de conseil de **Frank Shostak**, Applied Austrian School Economics, fournit des évaluations approfondies des marchés financiers et des économies mondiales.

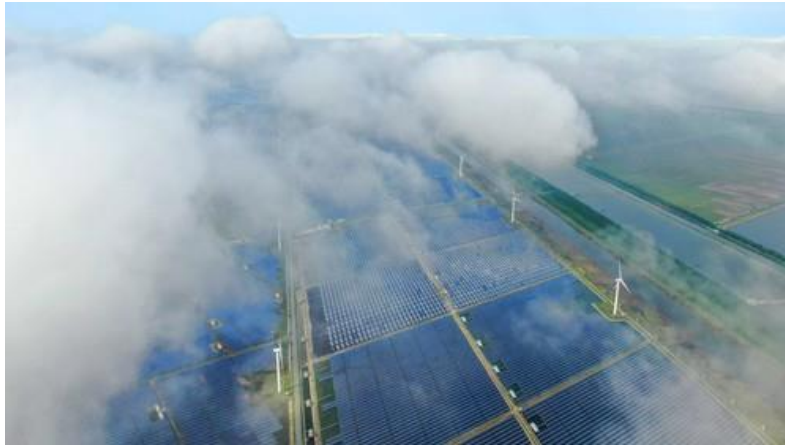
▲ RETOUR ▲

Une transition énergétique "complète" est nécessaire d'ici 2030 pour éviter une "menace existentielle" pour l'humanité

par Nafeez Ahmed 17 mai 2021

Jean-Pierre : à inclure dans la série « les histoires qu'on nous raconte ». Toujours les mêmes bobards (fausses solutions) qu'on nous raconte.

Une étude soutenue par le gouvernement suisse suggère que nous pourrions assister à un réchauffement majeur dans un avenir proche si nous n'effectuons pas une transition "rapide et complète" vers les énergies renouvelables.



Des scientifiques soutenus par le gouvernement suisse avertissent que les scénarios mondiaux largement acceptés pour réduire les émissions de carbone afin d'éviter un changement climatique dangereux présentent en réalité **une probabilité de 60 à 80 % de dépasser la "limite de sécurité" de 1,5 degré Celsius (C)** convenue par les nations du monde dans le cadre de l'accord de Paris de 2015.

Leur nouvel article publié en mars, qui est actuellement en cours d'examen par la revue **Environmental Research Letters**, montre que seule une transition "rapide et complète" vers les énergies renouvelables à l'échelle mondiale, menée par l'énergie solaire et devant être réalisée avant 2030, peut réduire cette probabilité à un niveau plus acceptable d'environ 20 %.

Une menace existentielle

La grande majorité des scénarios de décarbonisation proposés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (**GIEC**) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (**PNUE**), en particulier ceux qui sont compatibles avec les niveaux actuels d'émissions de carbone, indiquent une probabilité de 60 à 80 % de dépassement de la limite de sécurité de 1,5 °C. Le GIEC a appelé à une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Le GIEC a demandé que les émissions soient réduites de moitié d'ici à 2030, avec un objectif de zéro émission nette pour 2050.

Même en tenant compte des scénarios de décarbonisation plus ambitieux du GIEC, les scientifiques constatent que : *"Tous les scénarios du GIEC violent l'objectif d'un pic de réchauffement de 1,5°C"* avec une probabilité comprise entre 40 % et plus de 80 %.

"Des probabilités de violation aussi élevées seraient considérées comme inacceptables dans d'autres domaines, comme l'ingénierie ou la santé publique", écrivent les coauteurs Harald Desing et Rolf Widmer du Laboratoire fédéral suisse pour la science et la technologie des matériaux, en Suisse.

"La compréhension croissante du système terrestre suggère que le pic de réchauffement au-delà de 1,5°C pourrait constituer une menace existentielle pour la biosphère et donc aussi pour l'humanité", expliquent-ils dans leur article. *"Les transitions qui dépassent ce seuil vital avec une forte probabilité exposent les générations futures à des risques substantiels sans leur consentement préalable."*

Bien qu'une certaine probabilité résiduelle puisse encore être acceptable pour la société, disent-ils, en tolérant des probabilités élevées entre 40 et 80 %, le discours actuel sur le climat *"expose les générations futures à des risques sans précédent sans leur consentement préalable."*

Pour illustrer l'urgence de l'action climatique, le document montre que même si les émissions de carbone devaient rester constantes aux niveaux de 2018, il y aurait une probabilité de 66 pour cent d'épuiser le budget carbone restant avant 2028. Bien entendu, les émissions de carbone continuent d'augmenter chaque année et, selon les prévisions, elles devraient augmenter cette année de pas moins de 5 %.

Une transition rapide

Toutefois, si cet avertissement sobre suggère que la "menace existentielle" d'un changement climatique dangereux au-delà de la limite de 1,5 °C est intégrée dans les plans de décarbonisation actuels, le document montre également qu'une transition rapide vers un système d'énergie renouvelable basé sur l'énergie solaire peut réduire considérablement ce risque. Mais nous devons agir rapidement.

Le document utilise le concept de retour sur investissement énergétique (**EROI**) - une mesure de la quantité d'énergie utilisée pour extraire une certaine quantité d'énergie d'une ressource donnée - pour évaluer les perspectives d'une telle transition. La rapidité d'action exigerait une augmentation temporaire des émissions de combustibles fossiles par rapport aux niveaux actuels "dans le seul but d'accélérer la croissance de la capacité d'énergie renouvelable" et d'éteindre le "moteur fossile" avant 2030.

"Le moteur solaire croît le plus rapidement, lorsque la production du moteur fossile n'est pas remplacée par l'énergie solaire pendant la transition... mais est augmentée pour utiliser toute la capacité inactive disponible", indique le document. "Par conséquent, les émissions de CO₂ d'origine fossile augmenteront temporairement pendant la transition, mais seront réduites à zéro dès que le moteur solaire pourra remplacer le moteur fossile."

L'auteur principal, Harald Desing, a déclaré à Motherboard que : *"La transition rapide devrait commencer au début de l'année prochaine ou à la fin de 2021 et... serait terminée n'importe où entre 2024 et 2028."*

Bien que ce soit beaucoup plus rapide que tous les scénarios de décarbonisation conventionnels, c'est la seule façon possible de réduire la probabilité de dépasser la limite de 1,5C à un niveau véritablement plus sûr.

Surconstruire le solaire pour "éteindre" le moteur fossile

Desing a expliqué qu'une transition solaire mondiale aussi rapide créerait de nouvelles possibilités de décarbonisation en raison du potentiel d'électrification propre de secteurs clés :

"La transition la plus rapide possible est obtenue en investissant toute la surcapacité dont nous disposons dans le système actuel d'énergie fossile dans la construction du système solaire. Et étant donné la croissance exponentielle rapide, la taille de la surcapacité intégrée au système solaire n'a pas beaucoup d'importance... Cela indique que la surcapacité solaire est rapide à obtenir... en ayant un effet négligeable sur le climat mais en ouvrant des possibilités sans précédent."

~~Des recherches récentes de Marc Perez, ingénieur à l'université de Columbia, ont montré qu'une surcapacité solaire - visant à atteindre 100 %, voire plus - crée un niveau d'énergie solaire excédentaire qui peut être utilisé pour compléter le réseau, produisant ainsi de l'électricité 75 % moins chère. M. Perez a constaté que si les États-Unis, par exemple, exploitaient un réseau surcapacitaire dominé par l'énergie solaire, avec une énergie éolienne et un stockage d'énergie limités, ils pourraient générer une source constante d'électricité encore moins chère que la production conventionnelle actuelle, sans problèmes d'intermittence.~~

L'étude suisse confirme donc que la mise en place du système mondial d'énergie renouvelable nécessitera l'exploitation de ressources à forte intensité de carbone, mais que, si elle est correctement déployée, elle peut ouvrir la voie au transfert de toutes les autres activités sociétales, y compris la fabrication de systèmes d'énergie renouvelable, vers le nouveau système d'énergie solaire : *"L'utilisation des combustibles fossiles devrait être*

augmentée temporairement dans le seul but de construire le moteur solaire aussi vite que possible pour ensuite éteindre définitivement le moteur fossile", conclut le document.

"Comme la surcapacité solaire est rapide à construire, nous voyons deux avantages principaux", a déclaré Desing. "Premièrement, elle réduit le besoin de capacité de stockage. Le stockage est énergétiquement coûteux car il possède soit une énergie intrinsèque élevée, par exemple une batterie, soit une faible efficacité de rotation, par exemple pour les carburants synthétiques." Deuxièmement, a-t-il ajouté, la surcapacité solaire peut alors fournir l'énergie propre nécessaire pour soutenir les technologies de captage et de ~~stockage direct dans l'air (DACs)~~ afin de retirer davantage de carbone de l'atmosphère. "Pour stabiliser le climat à long terme, il est nécessaire de réduire la concentration atmosphérique de CO₂ en dessous de 350 ppm. La surcapacité solaire est idéale pour cette tâche, en faisant fonctionner les DACs pendant les heures de pointe du soleil et en été, lorsque la capacité inactive est disponible."

La nouvelle recherche a été financée dans le cadre du Programme national de recherche (PNR) "Économie durable" géré par le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Les PNR sont administrés par le Conseil fédéral suisse, le conseil exécutif de sept membres qui constitue le gouvernement fédéral de la Suisse.

Une abondance d'énergie propre ?

Il y a deux ans, l'équipe de Desing au Laboratoire fédéral suisse pour la science et la technologie des matériaux a publié un article dans la revue *Energies*, évaluée par des pairs, qui tentait de calculer le "potentiel technique approprié global" - la quantité réelle d'énergie qui pourrait être produite à des fins sociétales compte tenu de contraintes réalistes en matière d'environnement, d'utilisation des sols et autres - d'un système d'énergie renouvelable à dominante solaire. Ils ont constaté qu'un tel système, s'il était déployé correctement avec une surcapacité suffisante, pourrait produire beaucoup plus d'énergie que le système énergétique industriel actuel, basé sur les combustibles fossiles.

Leur étude a pris en compte la nécessité de rester dans les limites du système terrestre tout en tenant compte de la demande en produits chimiques et en matériaux. Elle a révélé que le potentiel technique de l'énergie solaire installée dans l'environnement bâti ainsi que dans les déserts du monde pourrait atteindre 71 térawatts (TW) d'électricité propre par an, "ce qui est nettement supérieur à la demande énergétique mondiale actuelle". Actuellement, la consommation mondiale d'énergie est d'environ 17,7 TW, ce qui, selon Desing, équivaut à 6,7 TW d'électricité.

Il s'agit d'un ordre de grandeur supérieur - plus de dix fois supérieur - aux niveaux actuels de consommation d'énergie, ce qui laisse de grandes quantités d'électricité "qui peuvent ensuite être transformées en e-carburants et en chaleur si nécessaire".

Même sans déserts, a déclaré Desing à Motherboard, l'énergie solaire concentrée sur l'environnement bâti seul contribuerait encore à 22 TW d'électricité, ce qui est un énorme trois fois plus élevé que la consommation énergétique équivalente actuelle.

Desing et son équipe concluent que cela signifie qu'il y a "suffisamment d'énergie renouvelable potentiellement disponible pour accroître l'accès à l'énergie pour une population mondiale croissante ainsi que pour une évolution vers des cycles de matériaux de plus en plus fermés au sein de la technosphère" - c'est-à-dire pour consacrer plus d'énergie à l'"économie circulaire" grâce à un recyclage accru des matières premières et à l'électrification de l'industrie.

Si les données de l'équipe suisse sont correctes - et elle a exprimé une confiance de 99 % dans ses calculs - une transition solaire d'ici 2030 pourrait non seulement éviter les pires risques d'un changement climatique dangereux en mettant fin à l'ère des combustibles fossiles pour toujours, mais elle ouvrirait une nouvelle ère d'abondance d'énergie propre libérant des "possibilités sans précédent" pour la civilisation humaine.

▲ RETOUR ▲

Comment gaspiller des montagnes d'énergie : Transformez l'énergie éolienne et solaire en hydrogène et brûlez le gaz.

par stopthesethings mai 25, 2021



La croyance selon laquelle l'énergie éolienne et solaire nous alimentera bientôt en électricité est délirante. Transformer ces sources intermittentes en hydrogène gazeux est une véritable folie, à tous les niveaux.

Les chercheurs d'énergie renouvelable se sont emparés du concept de production d'hydrogène à partir de l'énergie éolienne et solaire pour convertir l'électricité inutile, imprévisible et peu fiable en quelque chose qui peut être utilisé quand les consommateurs en ont besoin, plutôt que de dépendre des caprices de mère nature.

Si la production de volumes industriels d'hydrogène à l'aide de l'électricité était ne serait-ce que vaguement économique, la solution évidente serait d'utiliser l'électricité produite à partir du charbon, la source d'énergie la moins chère et la plus fiable qui soit.

Mais ce n'est pas le but et l'objectif du grand canular de l'hydrogène. Il s'agit de la cupidité des entreprises et de la recherche de rente.

Les règles de la physique (notamment la thermodynamique) signifient que, quelle que soit la source d'énergie, on dépensera plus d'énergie qu'on n'en restituera jamais dans le processus de transformation de l'électricité en hydrogène, de stockage et de distribution. Cela signifie qu'il n'y aura pas de bénéfice énergétique net. En d'autres termes, tout cela n'est qu'un exercice de gaspillage de quantités phénoménales d'énergie précieuse, permettant aux chercheurs d'énergie renouvelable d'empocher l'argent.

Non pas que quiconque en Australie du Sud, obsédé par l'éolien et le solaire, ait la moindre idée de l'économie de l'énergie. C'est ce qui ressort de la propagande émanant des deux côtés de leur spectre politique.

Dans un effort pour surpasser les libéraux (théoriquement conservateurs) - et leur engouement pour les éoliennes, les panneaux solaires et les batteries au lithium ridiculement chères - l'opposition travailliste a

élaboré un plan pour gaspiller l'argent et l'énergie, comme jamais auparavant.

Voici un reportage de David Bidstrup, datant de quelques semaines, sur la dernière folie énergétique de l'Australie du Sud.

Les espoirs de l'hydrogène

Dossiers Catallaxy

David Bidstrup 27 mars 2021



Il y a quelques jours, le journal local d'Adélaïde a publié un article sur les plans du parti travailliste d'Australie du Sud pour un futur à l'hydrogène. Apparemment, une centrale électrique alimentée à l'hydrogène "réduira les factures d'électricité et créera des milliers d'emplois". L'objectif de ce plan, dont le coût est estimé à 593 millions de dollars, est d'"exploiter l'énergie éolienne et solaire de l'Australie du Sud pour produire une énergie propre". En outre, il permettrait de créer "au moins 10 000 emplois supplémentaires en lançant des projets dans le cadre d'une réserve de 20 milliards de dollars d'investissements renouvelables proposés en Australie-Méridionale".

Cela sonne bien : se débarrasser des méchantes "émissions" et sauver la planète, tout en donnant aux prolos de l'électricité moins chère et des emplois. C'est un déjeuner sans énergie - que pourrait-il arriver de mal ?

GE a publié un document sur le fonctionnement des turbines à gaz à l'hydrogène, que vous pouvez consulter à l'adresse <https://www.ge.com> (document GEA 33861). Dans ce document, j'ai trouvé des informations intéressantes sur les coûts énergétiques liés à la transformation de l'eau en hydrogène et en oxygène par électrolyse et il semble que le repas gratuit soit assez coûteux d'un point de vue énergétique.

Le plan des travaillistes consiste à construire une centrale électrique capable de produire 200 MW. "L'"excédent" d'énergie renouvelable serait utilisé pour produire l'hydrogène qui servirait ensuite à générer de l'électricité.

En utilisant les données de GE, j'ai calculé les chiffres d'une centrale électrique de près de 200 MW utilisant 6 de leurs turbines à gaz TM 2500 (en fait 204 MW). Le tableau ci-dessous donne les chiffres. Notez que ces chiffres sont basés sur une heure de fonctionnement (une TM 2500 a une puissance nominale de 34 MW).

TURBINE TYPE	TM 2500	TM2500
NUMBER	1	6
OUTPUT MWH/HR	34	204
M3 HYDROGEN/HR	31,800	190,800
KG HYDROGEN/HR	2,608	15,646
WATER M3/HR	27	162
INPUT ELECTROLYSER MWH/HR	188	1,128
NETT POWER OUTPUT MWH/HR	(154)	(924)
\$ COST HYDROGEN AT \$6/KG	\$15,646	\$93,874
\$/MWH OUTPUT	\$460	\$460

La station de 204 MW utilise 15,6 tonnes d'hydrogène par heure et l'énergie nécessaire pour électrolyser cet hydrogène est de 1 128 MWh, soit une perte globale de 924 MWh. Si l'on utilise un coût de l'hydrogène de 6 dollars par kilogramme (cité à plusieurs endroits comme étant le coût actuel), le coût de l'hydrogène par MWh est de 460 dollars.

Je soupçonne que cette idée est en partie motivée par la proposition de réduire l'énergie solaire domestique lorsque le soleil brille trop, ce qui permettrait d'utiliser la capacité excédentaire. Cela permettrait de ne plus avoir à tromper les prolos une fois de plus après qu'ils aient dépensé leur argent durement gagné pour aider à sauver la planète et peut-être récupérer un peu d'argent (s'ils ont eu la chance d'obtenir un bon tarif de rachat lorsque les gouvernements dépensaient comme des marins ivres).

Le "plan" a été développé avec l'avis d'économistes et, au risque de contrarier la pléthore d'économistes de Catallaxy, c'est probablement son principal défaut - à part le fait que c'est une idée monumentalement stupide. Tout cela semble simple, mais les détails sont plus complexes. Dans les chiffres ci-dessus, il n'est pas tenu compte de l'énergie utilisée pour liquéfier l'hydrogène afin qu'il puisse être stocké, ni des modifications nécessaires pour que les turbines à gaz ordinaires qui utilisent du gaz naturel puissent utiliser de l'hydrogène (ce n'est pas aussi simple qu'il y paraît - lisez le document de GE). La jonglerie qui serait nécessaire pour garantir la production d'hydrogène en cas de besoin tout en essayant de maintenir l'éclairage de tous serait immense et susceptible d'échouer lorsque la nature ne coopère pas. En outre, l'Afrique du Sud manque un peu d'eau, au cas où quelqu'un ne l'aurait pas remarqué. Cela ne dérange pas l'économiste avisé, nous pourrions simplement utiliser l'usine de désalinisation.

Si ce qui précède n'était pas suffisant pour donner la pichenette à cette idée, nous devons nous rappeler qu'elle est promue par les gens qui ont applaudi lorsque la centrale électrique de Port Augusta a été détruite, avec 500 moyens de subsistance, qui ont dépensé des millions sur des turbines à moteur diesel pour garder les lumières allumées et qui nous ont donné la "grande batterie". Ce qui est triste, c'est que M. Marshall et sa bande pensent que ce genre de choses est merveilleux et Morrison aussi, donc nous sommes fichus de toute façon.

Catallaxy files

▲ RETOUR ▲

Redonnons au mot « malthusien » son vrai sens

Par biosphere 26 mai 2021



La question démographique est la grande oubliée des analyses contemporaines. Prenons la [tribune au « Monde »](#) de Jean-Marc Roda et Jacques Tassin. A leur avis, c'est la précarité rurale qui conduit les agriculteurs à convertir les forêts en terres agricoles et qui est à l'origine des zoonoses. Fort bien, mais rien dans leur discours n'explique les causes de la pauvreté. Pourtant, si les forêts tropicales disparaissent sous le fer et le feu d'agriculteurs en quête de terres, c'est bien parce que le poids du nombre pèse sur les ressources naturelles. Nous avons oublié le message essentiel de Malthus en 1798 dans son Essai sur le principe de population : nous dépendons des ressources naturelles. Il a formulé ce message bien avant même que le mot « écologie » soit inventé, il est donc un précurseur de l'écologie politique.

Le terme malthusien devrait être connu dès l'école, il se trouve d'ailleurs dans un dictionnaire ordinaire. Malthusien, « qui appartient aux doctrines de Malthus, qui en est partisan ». Malthusianisme, « toute doctrine préconisant une restriction de la population ». On n'explique pas que Malthus mettait en comparaison l'évolution exponentielle de la population et l'augmentation simplement linéaire de la production agricole. De plus c'est une vision modernisée et dénaturée de « malthusien » qui apparaît dans la plupart des écrits contemporains, une volonté de restrictions socio-économiques. Dans les archives du MONDE par exemple, un [article d'août 2020](#) nous indique que « *Notre système universitaire est devenu trop malthusien face à la concurrence internationale* ». Ou [dans un tout autre registre](#), « *la peine de prison pourra s'exécuter sous forme de placement sous bracelet électronique, c'est le principal bénéfice malthusien de la réforme sur la population carcérale* ». Une autre manière de traiter le malthusianisme est de le dénigrer, ainsi le [philosophe Dominique Bourg](#) : « *L'écologie politique compte même des expressions, notamment avec le courant que nous proposons d'appeler malthusien, très marquées à droite, récusant l'héritage universaliste et émancipateur des Lumières* ».

On peut donc parler d'un tabou, « malthusien », le mot qu'il ne faut pas prononcer. Pourtant dans les années 1970 le rapport au Club de Rome sur les limites de la croissance démontrait que la démographie était une composante essentielle de la détérioration des conditions de vie sur Terre. Pourtant certains pays connaissent encore aujourd'hui une explosion démographique, comme un article récent du MONDE [sur le Niger](#), 3,5 millions d'habitants en 1960, 209 millions au rythme actuel en 2100. En mars 2021, le ministre burkinabé chargé de la cohésion sociale expliquait [dans les colonnes du MONDE](#) : « *Dans certaines zones de mon pays, l'accès aux pâturages, rendu plus difficile à cause de l'explosion démographique et des changements climatiques, a contraint des populations à migrer. Cela a créé des conflits de plus en plus violents.* » La population du pays a augmenté de 40 % au cours de la dernière décennie. A ce rythme, elle aura doublé en 25 années

seulement. Ajoutons que l'expansion humaine, à la fois démographique et économique, limite l'espace vital de toutes les autres espèces et contribue à l'extinction de la biodiversité.

Bien entendu l'évolution de la population est en interdépendance étroite avec biens d'autres causalités. L'extrême violence actuelle dans plusieurs contrées s'explique à la fois par l'intensification de la désertification due à la montée des températures, au stress hydrique, à la raréfaction des ressources alimentaires, aux conflits ethniques... Il ne faut certes pas céder à la tentation de porter accusation contre tous les pays en difficulté qui ne mettent pas en place un planning familial performant. La France a une politique gouvernementale ouvertement nataliste, quels que soient d'ailleurs l'étiquette politique des gouvernements en place. Rappelons cependant les termes du programme de René Dumont lors de la présidentielle française de 1974 : « Nourrir plus d'homme implique la destruction du milieu naturel. Du reste, si nous nous multiplions inconsidérément, le phosphore nécessaire à l'agriculture manquerait bientôt. Il faut réagir contre la surpopulation. En Inde surpeuplée certes, mais surtout chez les riches : 500 fois plus d'énergie consommée par tête à New York que chez le paysan indien. Ce qui remet en cause toutes les formes d'encouragement à la natalité, chez nous en France. » La question démographique est donc à la fois une problématique nationale ET internationale, économique ET démographique. Mais si l'ONU a organisé depuis 1974 (Bucarest) des conférences mondiales de la population, on a par la suite étouffé la variable démographique sous l'exigence du développement économique. La [conférence internationale à Nairobi](#) en 2019 a eu lieu dans la plus stricte confidentialité. Le malthusianisme est devenu inaudible, place à l'idée de « développement durable ». Pourtant, si on laisse libre cours à l'exubérance de la fécondité humaine, nous serons confrontés inmanquablement aux épidémies, aux famines et aux guerres comme le prévoyait Malthus. Ces funestes événements se multiplient aujourd'hui.

Devenons tous malthusiens, ça urge !

Michel Sourrouille

▲ RETOUR ▲

Biodiversité, les marchands de doute de retour

Par biosphere 25 mai 2021

Chute de la biodiversité ? Certains s'ingénient à la relativiser pour mieux la nier.

[pierre marie 22](#) : Agriculteur dans une région de bocage, je ne constate pas la « disparition » des insectes. Papillons, guêpes, abeilles, syrphes, sauterelles (etc.) sont en abondance. Ainsi que les carabes... Et même de petites mantes religieuses. Lézards (dont de nombreux orvets), couleuvres, grenouilles, salamandres, crapauds... Les sitelles grimpent sur les troncs des chênes, un couple d'aigle bottés se montre souvent. Chevreuils et sangliers en abondance... Les cigognes sont de plus en plus fréquentes...

[Stéphane Foucart](#) : « *Fi des découvertes scientifiques, ce n'est qu'en faisant le siège des plateaux de télévision qu'une dizaine de bateleurs sont parvenus à implanter le climatoscepticisme en France. Un nouveau « scepticisme » s'attaque à l'autre grande crise environnementale, celle de la biodiversité. Mais ce n'est pas dans les talk-shows qu'il se construit, c'est dans des revues scientifiques les plus cotées.* Doit-on vraiment relativiser la disparition de la bécassine des marais ou du traquet rieur au motif que les cigognes prolifèrent en

prospérant sur nos déchets ? De nombreuses études, sur des écosystèmes et/ou des espèces donnés, suggèrent des déclin d'une rapidité et d'une magnitude inouïes. En 2017, des chercheurs internationaux estimaient la [perte de biomasse d'insectes](#) volants dans une soixantaine de zones protégées d'Allemagne à plus de 75 % entre 1989 et 2016. Pourtant les prestigieuses revues Science et Nature Ecology & Evolution ont publié à quelques mois d'écart de vastes méta-analyses relativisant fortement la situation. Mieux : l'agriculture intensive, considérée par l'écrasante majorité des spécialistes comme la cause majeure de l'effondrement en cours de ces bestioles, leur serait, en réalité, bénéfique ! Des contre-analyses y mettent en évidence une accumulation spectaculaire de biais et d'erreurs de toutes sortes. Quiconque prend le temps de se plonger dans la controverse ne peut être que stupéfait de l'onction accordée au biodiversité-scepticisme. »

pierre marie 22 : Je vois ce que je vois et je dis ce que je vois. Je vous laisse à vos hypothèse. Les oiseaux chantent à tue tête chez moi depuis 6h du matin. Ma région est sans doute un peu particulière, quoique les surfaces enherbées de manière permanente représentent 30 % des terres agricoles. Que la forêt française couvre 31% du territoire... Qu'il y a les Alpes, les Pyrénées... la campagne ne se résume pas à la proche banlieue parisienne.

Bernard l. : Hélas ! Comme pour le changement climatique, les « sceptiques » (ou plutôt négationnistes) vont nier le phénomène (mais non voyons il a fait froid cet hiver, lisez pierre-marie 22 : voyez chez moi il y a plus d'insectes que jamais), puis quand ce n'est vraiment plus possible de nier le phénomène, on nie la cause (l'homme n'y est pour rien, le CO2 n'y est pour rien, les pesticides n'y sont pour rien), puis enfin on dit que pourquoi pas après tout, il fera plus chaud, et alors ? Il n'y aura plus d'insectes du tout, et alors ? Le changement climatique remet en question les conditions d'habitabilité de notre planète (avec le cortège de catastrophes et de violences qui va avec), et là, on s'attaque directement à la vie (c'est le rôle d'un pesticide). Mais nombreux sont hélas ceux qui continuent de dire « dormez tranquille brave gens, tout va bien ». Oui, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien,...

Notre synthèse sur la biodiversité : [Biodiversité, CDB, COP15 et IPBES... en vain](#)

▲ RETOUR ▲

ÉTATS DÉSINTÉGRÉS...

25 Mai 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Pépé Escobar nous parle d'un bouquin d'Andreï Martynianov, "Disintegration", qui nous parle, justement, de la désintégration des USA.

"Il y cartographiait en détail « l'arrivée définitive d'un paradigme complètement nouveau » dans la guerre et la technologie militaire".

Dans cet ouvrage, Martyanov analyse le déclin impérial à partir de plusieurs thèmes : *consommation, la géoéconomie, l'énergie, la perte de la course aux armements.*

On y parle aussi des lobbys toxiques (répétition). Quand à la médiocrité, elle en découle. Comment voulez vous

être brillant, si vous vous contenter de caqueter la doxa ? C'est un specimen splendide de perroquet qui siège, par exemple, à l'Elysée. Quand à la maison blanche, pas besoin de perroquet, un porte parole suffit.

Comment perdre toutes les guerres (avec un budget, pourtant, démentiel) ? C'est justement, sans doute, à mon avis, en raison de ce budget à la fois démentiel et toujours insuffisant que les guerres sont perdues. Il n'y a qu'à raconter l'histoire du pont au nord viet nam. Tous les jours, à heure fixe, un bombardier US, largue ses bombes sur un pont, qui sera reconstruit aussitôt en ressource locale et renouvelable, le bambou. Coût du bombardement ? 100 000 \$, coût de la reconstruction ? 100 \$. En plus, le bombardier va être copieusement secoué par la DCA soviétique (ou formée par l'URSS). Les soviétiques l'améliorent sans cesse et il gagnent en compétences à chaque fois. Le S200 sort de cette guerre, et les suivants sont dans la lignée. Pour les USA, pas la peine d'avoir une DCA, ils ont la maîtrise complète du ciel.

Si les pertes définitives en appareils sont quand même rares, les avions connaissent quand même de rudes moments. Ils reviennent inutilisables le plus souvent, et coûte encore plus cher en maintenance.

Le retard pris en matière de défense aérienne devient massif, *"tant sur le plan quantitatif que qualitatif."* La Russie, elle, a compris en 1941, qu'il était vital d'avoir une défense anti-aérienne rapide, réactive et bien équipée. Pour les USA : "Nous, on a la maîtrise du ciel".

Donc, pour un coût de 100 \$ d'un côté, on a pas loin de 300 000 \$ de coûts financiers de l'autre. Plus encore si le pilote est abattu. La déplétion de l'USair force est visible sur le terrain, quand elle engage ses cercueils volants, les starfighters (relégués à la garde nationale ou vendus aux ~~l'arabes~~ alliés). La profondeur des poches fait que jamais n'est remis en cause la nécessité de bombarder le pont, et cela n'empêche nullement un ravitaillement militaire, qui arrive toujours à passer et le plus souvent, ce ne sont que quelques camions.

Donc, depuis que Louis XI a inventé en occident, la guerre économique, les USA vont la mener largement : c'est un « *euphémisme pour qualifier les sanctions et les tentatives incessantes des États-Unis de saboter l'économie de toute nation capable de rivaliser avec eux* ». Le pétrole de schiste, lui, n'est pas rentable et a malmené provisoirement la production russe et séoudienne. La guerre économique menée n'est que le reflet de l'impossibilité de mener (et gagner !) une vraie guerre.

Infliger une guerre hybride est une toute autre affaire, c'est créer « beaucoup de misère dans le monde, affamer effectivement des gens pour les conduire à leur mort pure et simple ». et « pour l'Amérique, la majeure partie du monde est l'ennemi ».

Le post modernisme est la réponse d'une oligarchie, qui, de manière évidente, n'est pas très brillante, malgré sa richesse. Donc, on oppose les "minorités", aux blancs (en réalités, blancs + asiatiques, priés d'être moins intelligents)

Une puissance en voie d'effondrement, personnalisée à merveille par Liz Cheney, député du Wyoming, désormais haï là-bas, pour sa trahison de Donald Trump, mais qui réclame plus de budgets militaires, insuffisants à son goût. Après la "ville donut", comme Detroit (qui s'effondre, avec un anneau périphérique constitué par les populations qui l'ont fui), on a un "état Donut", encore dur à l'extérieur et rêvant de ferrailler pour dominer le monde, mais qui n'existe plus à l'intérieur. La quasi totalité des comtés intérieurs votent "rouge" (républicain), l'infrastructure y est dégradée, [les villes contrôlées](#) encore par les démocrates sont des poubelles, et une guerre extérieure avec un [ennemi majeur](#) se solderait par une défaite.

[Quand à la techno-dictature](#), il est probable qu'elle va s'effondrer, comme toutes les tyrannies, sous son propre poids. En effet, la consommation d'énergie de cette structure est sur une courbe exponentielle.

Martyanov n'a pas mis le doigt, visiblement, sur le point le plus marquant. Les USA ont consommé jusqu'à 20 millions de barils de pétrole/jour, contre moins de 8 à l'URSS qui disposait, pourtant d'un territoire 3 fois plus grand et plus malcommode. Avec l'augmentation de la population, le déclassement d'une centaine de millions de

personnes a été préféré à une réduction de la consommation, alliée à une consommation plus égale. L'archétype de cela, c'est Al Gore, sa "vérité qui dérange" et ses 220 000 KWh d'électricité personnelle consommée, contre 10 000 à Joe l'américain moyen. Ce déclassement est appelé à s'étendre et à se généraliser. Avec ses drogués et ses "éveillés" (lire abrutis endormis et drogués) le système a répondu par la culpabilisation de la majorité. Il n'est pas du tout évident que cela fonctionne encore vraiment. Pas à cause d'une crise d'intelligence survenant chez les abrutis, mais par le fait que quand le pain manque, et il devient de plus en plus cher, le verbiage oligarchique va ressembler à cette brioche, qui devait remplacer le pain...

DIMOUCRASSIE

"je ne comprendrais jamais comment on peut idolâtrer ce poutine... c'est pas parce que nos hommes politiques sont nuls que ceux qui les détestent en deviennent bons... la dictature très peu pour moi..."

Ce point de vue part d'un principe totalement erroné :

- nous sommes les bons, les démocraties,
- les autres, sont les mauvais, des terroristes et/ou des dictateurs. S'ils font des élections, elles sont qualifiées de truquées. C'est pas aux USA ou en [France](#) qu'on verrait ça.

Les dictateurs ou terroristes, sont ceux qui, à l'extérieur des USA n'acceptent pas la qualité de larbins des USA et de s'aligner totalement sur leur politique, surtout en matière économique. Le torchon-cul appelé dollar, n'a plus aucune valeur depuis longtemps, car il est émis par un pays ruiné, déficitaire de 800 milliards par an les mauvaises années et 500 les meilleures. Il va s'en dire que si, comme Saddam Hussein, ils ont l'idée déplacée de refuser le dit dollar, ils se ramassent un missile sur la tronche.

Question élection, on peut rappeler les trucages diverses : au niveau US, le trucage maladroite de 2000, celui, beaucoup plus fin de 2004, les brigades de vote démocrate, sans compter, les corps électoraux... Euhhh... farfelus, comme dans la Californie démocrate : 30 millions d'électeurs, pour 25 millions de citoyens. C'est le service des permis de conduire qui distribue les cartes électorales. Le rapport entre citoyenneté et permis de conduire ? Sans doute présupposent ils que les latinos (40 % de la population), ne savent pas conduire ? Surtout les nouveaux arrivants ???

La pantomime actuelle du comté de Maricopa indique bien le degré de bourrage des urnes. Si les élections ont été honnêtes, pourquoi refuser, paralyser le recomptage des voix ? Parce que paraît il cela "porterait atteinte à la légitimité du système électoral"... Aaaahhhh !

Sans compter, bien sûr qu'un certain nombre d'élections locales ont quand même été annulées, avec un taux de fraude sur le vote par correspondance de 78 % (44 millions). Comme dit [Orlov](#), le simple fait arithmétique nous indique l'ampleur de la fraude.

"[Depuis 2016](#), la population américaine a augmenté d'un peu moins de 8 millions de personnes. En supposant que la moitié d'entre eux soient devenus en âge de voter, cela ajouterait 4 millions de personnes aux listes électorales. En supposant que tous les électeurs s'inscrivent effectivement pour voter, cela ne ferait que 157 millions. Si on accepte un taux de participation déjà étonnant de 66,6% en 2020, cela représente un peu moins de 105 millions de votes au total, ce qui est loin des 160 millions qui ont été rapportés. Si Trump a obtenu 74 millions de votes, comme on l'a rapporté, alors seulement 31 millions de votes seraient le maximum théorique pour Biden, soit la moitié de celui de Trump."

Les recours, d'ailleurs, se poursuivent.

Alors, au lieu de parler de démocraties pour nos pays, parlons plutôt de "ploutocratie-oligarchie à apparence de démocratie".

Parce qu'on nous dit qu'il n'y a pas de démocratie qui compte contre "l'Europe", que quand on vote mal, comme pour un referendum, on annule le dit, qu'il n'y a qu'un choix autorisé, comme en 2005 ou 2002 ou la France a sombré dans l'africanité des élections et la république bananière. Sous les applaudissements de la gôche.

Quand le commissaire aux droits de l'homme européen a rencontré Poutine, il s'est fait stopper net et on lui a diffusé une vidéo des répressions des manifestations en "Europe", celle de l'ouest dimoucrassique.

Des gens comme Poutine disposent d'une réelle popularité, et pour cause, le niveau de vie a nettement progressé, il a une politique d'indépendance nationale, et au besoin, il remonte [les bretelles de Deripaska](#).

Là-bas, il est évident que les milliardaires ne contrôlent rien du tout, alors qu'ici, Macron est un larbin de ceux-ci, et qu'il a été élu par un déluge de propagande à destination d'une population téléphage. Qui s'occupe d'un ministre qui démissionne ? 3 lignes au JT ou dans la presse, et on passe à autre chose.

Comme tout bon torche-cul occidental, comme il a été bien mignon pendant sa présidence unique, il bénéficiera de douceurs et bonbons.

Comme je l'ai souvent dit, il y a une opposition en Russie. Mais ce n'est pas Navalny, qui brille par son insignifiance et sa petitesse. L'emblème de l'opposition, c'est Staline, et les vrais opposants sont les communistes et les nationalistes. Qui ne craignent pas d'être injurieux vis-à-vis de Poutine, celui-ci étant, pour eux, un mou.

Il y a eu beaucoup de russes qui ont vu Staline de près et encore pas mal qui s'en souviennent. Et, à part sa table qui était bien remplie, il n'était pas corrompu, mais portait des vestes style militaire repriseses.

La dimoucrassie en occident ? Il est temps de se réveiller. Avec l'énergie abondante, les populations ont pu bénéficier un temps de douceurs, calins et bonbons. Maintenant, ce sera des coups de bâtons.

Il est temps, aussi, de cesser de voir la vie politique en binaire. C'est un gris différent, mais en occident, il est clair que le cadre institutionnel est devenu une prison des peuples.

MASKIROVKA

[La Maskirovka](#) est un art militaire essentiellement russe, celui du camouflage et de la désinformation militaire. Historiquement, le soldat russe excellait à se camoufler dans un recoin de terrain, et certaines opérations, comme Bagration furent l'objet de désinformation à grande échelle, pour faire croire à une attaque dans le sud, alors qu'elle eût lieu sur le front nord.

Le propre d'une guerre et du challenger, et le Hamas et Gaza sont les challengers, c'est de faire la guerre sur son propre terrain et pas sur celui de l'adversaire, là où il est le plus fort.

D'où le recours aux drones et missiles, mais surtout, à une très ancienne technique militaire, celle du tunnel. Avec un taux de chômage de 70 % à Gaza, il est clair que le Hamas n'a pas manqué de main d'oeuvre pour creuser. Israël prétend avoir détruit [100 km de tunnels](#). C'est énorme, et [probablement faux](#), comme tous les communiqués militaires, sempiternellement optimiste sur ses propres résultats en pertes et en dégâts infligés à l'ennemi.

[Il n'empêche que depuis 2007](#), le Hamas a pu creusé des centaines de kilomètres de tunnels, profondément enfouis, à 40 mètres, ou beaucoup moins, sans doute des leurres. Et sans doute aussi, peut on multiplier à l'envie, les liaisons pour qu'au cas où une soit détruite, celles-ci ne soient pas interrompu.

Historiquement, une vieille ville médiévale comme le Puy est aussi profonde que haute, et jusqu'aux années 1960 une rue souterraine existait. C'est le reliquat des temps d'insécurité.

Comme la plupart des armées occidentales, l'armée d'Israël a de la puissance de feu, mais pas de doctrine militaire, et très peu de troupes combattantes au sol, et pas du tout de pousse-cailloux. Il est évident, aussi, que perdre 10 fois plus de gens est indifférent au Hamas, la bande de Gaza a une "natalité de combat", mais que pour en venir à bout, c'est comme d'habitude, il faudra en venir à la baïonnette et au corps à corps.

Autre élément vital, à Gaza, on se contente de très, très peu. En Israël, la maison individuelle est la règle, avec la piscine. L'économie israélienne est aussi beaucoup plus vulnérable qu'une économie gazaouie, qui, de fait existe peu ou pas. En gros, il n'y a pas de cible rentable à Gaza, et ce, très vite, mais il y en a beaucoup en Israël. Quand à Israël, ils ne devraient pas se plaindre du Hamas, c'est leur création, en vue d'affaiblir l'OLP, désormais l'ombre d'elle même.

Rien de sorcier pour ces tunnels. Il faut du temps, et les assiégés en ont eu beaucoup, des pelles, des pioches, des marteaux piqueurs et du ciment. Rien de compliqué.

En face, il n'y a rien objectivement. [Le recours à des frappes](#) de plus en plus fortes, des armes de plus en plus puissantes est l'aveu d'une impasse.

En plus, il est clair que les palestiniens croient en leur combat, et que si Israël est incapable de tenir une ligne politique, au vu des 4 dernières élections, les palestiniens, même sans élections, soutiennent le Hamas. Sinon, le front intérieur de Gaza n'aurait pas tenu.

Pour les défenseurs de la dimoucrassie, [un petit texte](#).

▲ RETOUR ▲



Alerte de la BCE sur les risques élevés de crise financière !

« Luis de Guindos, vice-président de la BCE (ici en 2020, à Berlin), met en garde sur un risque «élevé» de...

Joe Biden n'est ni plus ni moins qu'un catalyseur pour l'accélération du déclin américain

Une victoire de Biden va-t-elle provoquer tout cela ? Non, pas seulement. Tout comme le coronavirus a accéléré la chute...



Les jours du dollar US sont comptés...

Une chute de 98% en termes réels, c'est à-dire par rapport à l'or, et de 78% par rapport au franc...

[Lire la suite »](#)



Le marché obligataire est la plus grande bulle de toute l'histoire de l'humanité

Les gros problèmes de l'économie mondiale commenceront lorsque les marchés du crédit et des obligations s'effondreront. Dans un premier temps,...



La politique de Biden va plonger l'Amérique vers la faillite, beaucoup plus rapidement que celle de Trump

Les avertissements d'un effondrement inflationniste dramatique se font de plus en plus entendre

24 mai 2021 par Michael Snyder



Les signes d'une catastrophe économique imminente continuent de se multiplier tout autour de nous. Depuis des années, des experts très respectés nous mettent en garde contre la destruction constante de notre niveau de vie et la mort du dollar américain. Peut-être n'avez-vous pas écouté ces voix au début, et c'est compréhensible. La plupart des Américains sont occupés à gagner leur vie et à prendre soin de leur famille. Mais ensuite, les prix de l'immobilier ont commencé à s'emballer, les coûts de santé ont continué à s'envoler et les courses à l'épicerie sont devenues de plus en plus douloureuses. À ce stade, personne ne peut honnêtement nier que l'inflation est devenue un problème majeur.

Mais même si le chœur des voix qui prévient d'un effondrement inflationniste dramatique s'amplifie de jour en jour, la Réserve fédérale continue d'injecter des tas d'argent géants dans le système financier, et le

gouvernement fédéral continue de s'engager dans les dépenses les plus inconsidérées de toute l'histoire des États-Unis.

Malgré les politiques complètement folles de nos "dirigeants", l'économie américaine continue de languir dans le purgatoire économique. Des billions et des billions de dollars ont été déversés dans l'économie, et pourtant les États-Unis comptent toujours 8,2 millions d'emplois de moins qu'en février dernier.

Ils avaient espéré créer un "boom économique", mais au lieu de cela, ils préparent le terrain pour une implosion aux proportions épiques. En fait, John Williams de shadowstats.com insiste sur le fait que nous nous dirigeons "finalement vers un effondrement économique hyperinflationniste"...

Alors, faut-il choisir entre l'inflation et l'implosion ? Williams dit : "C'est le choix, et je pense que nous allons avoir une combinaison des deux. Je pense que nous nous dirigeons finalement vers un effondrement économique hyperinflationniste. Ce n'est pas que nous n'ayons pas déjà été dans un effondrement économique, nous en revenons maintenant. . . . La Fed a créé de l'argent à un rythme qui n'a jamais été vu auparavant. Vous êtes en hausse de 75% (dans la création monétaire) d'année en année. C'est sans précédent. Normalement, la hausse serait de 1 ou 2 % par an. L'explosion de la masse monétaire conduira à l'inflation. Je ne dis pas que nous allons atteindre 75 % d'inflation, mais vous êtes en train d'atteindre 4 ou 5 %, et vous allez bientôt voir 10 % d'inflation par an. . . . La Fed a perdu le contrôle de l'inflation".

Et rappelez-vous, lorsque la Fed devra admettre que le taux d'inflation officiel est de 10%, John Williams dit : "Lorsqu'ils devront admettre que le taux d'inflation est de 10%, mon chiffre sera d'environ 15% ou plus. Mon chiffre s'ajoute à leur chiffre."

Vous ne voulez pas croire Williams ?

C'est très bien.

Il a juste eu raison à plusieurs reprises au fil des ans.

Mais sentez-vous libre de l'ignorer si vous le souhaitez.

Si vous êtes déterminé à ignorer la vérité, vous n'aimerez probablement pas non plus ce que dit Egon von Greyerz...

Alors que les développements technologiques et les marchés atteignent des niveaux paraboliques, nous observons que de nombreux "experts" du marché, même intelligents, prévoient que nous sommes maintenant dans une ère économique exponentielle. Ainsi, beaucoup croient que cela va durer éternellement. C'est l'attitude typique lors des sommets du marché et de l'économie, et elle garantit que cela ne se terminera pas bien !

Il est clairement absurde de croire qu'une expansion exponentielle basée sur des déficits, des dettes et de la fausse monnaie est le début d'une nouvelle ère. Toute personne étudiant l'économie et l'histoire des marchés sait que les mouvements exponentiels indiquent la fin d'une ère et non le début. Comme je l'ai dit à plusieurs reprises, l'histoire est notre meilleur professeur et elle rime et se répète. Et l'histoire nous met aujourd'hui en garde.

Si vous souhaitez rejeter ce que ces experts nous disent, pouvez-vous nous indiquer une autre période de l'histoire où les responsables ont créé de l'argent frais de manière sauvage et où tout s'est bien passé ?

La "nouvelle monnaie" est toujours une solution si tentante, car à chaque fois, elle semble toujours fonctionner au début. C'est un peu comme un tonique qui vous fait instantanément vous sentir mieux pendant quelques

heures, mais qui finit par vous tuer à force de le prendre.

Maintenant que nous avons considérablement accéléré notre voyage vers un effondrement inflationniste, même Warren Buffett a commencé à tirer la sonnette d'alarme...

"Nous assistons à une inflation substantielle", a déclaré Warren Buffett aux participants de la réunion annuelle des actionnaires de Berkshire Hathaway la semaine dernière. "Nous augmentons les prix. Les gens augmentent les prix pour nous, et c'est accepté."

Les Américains ordinaires recherchent le mot "inflation" en ligne plus fréquemment qu'ils ne l'ont fait depuis plus d'une décennie, selon les données du stratège Jim Reid de la Deutsche Bank.

Mais CNN insiste sur le fait que tout va bien se passer.

Cela signifie donc que nous n'avons pas à nous inquiéter, n'est-ce pas ?

Personnellement, je suis très préoccupé par le second semestre de cette année civile, et il semble que je ne sois pas le seul. Les milliardaires et les initiés des entreprises se sont débarrassés des actions à un rythme très soutenu ces dernières semaines...

Lorsque les PDG et les milliardaires du pays commencent à se retirer un peu plus rapidement que d'habitude à la fin d'un marché haussier de 13 ans, il est peut-être temps de commencer à prêter attention.

C'est ce que nous avons trouvé intéressant dans un article récent de Bloomberg, qui notait que les ventes d'actions par certains des actionnaires les plus riches du monde "récoltent une manne", grâce à nos marchés boursiers gonflés, "de l'ordre de milliers de milliards".

Jeff Bezos, d'Amazon.com, et Sergey Brin, cofondateur de Google, ne sont que deux des noms bien connus qui ont vendu leurs actions. Ils sont rejoints par des noms comme Mark Zuckerberg et Larry Ellison.

Si vous avez roupillé ces dernières années, il est temps de vous réveiller.

Car nous nous dirigeons vers une implosion économique qui fera date dans les livres d'histoire, et nos problèmes économiques ne sont qu'un élément de la "tempête parfaite" à laquelle notre société est confrontée.

Mais beaucoup de gens vont être complètement aveuglés par ce qui arrive, parce qu'ils n'ont aucun intérêt à écouter les avertissements.

Au lieu de cela, ils ont placé leur confiance dans les têtes parlantes que les médias corporatifs mettent à la télévision, et ces têtes parlantes continuent à nous assurer que tout va bien se passer.

▲ RETOUR ▲

« Le fardeau de la dette Covid, l'inflation seule solution ? »

par [Charles Sannat](#) | 26 Mai 2021

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Le fardeau de la dette Covid est un sujet qui devrait être au cœur de la prochaine campagne électorale pour les présidentielles de 2022. Il est fort probable que ce sujet, fondamental, soit soigneusement éludé par des candidats à qui l'essentiel est invisible depuis bien des années désormais.

Pourtant, la dette Covid est colossale.

Comme vous le montre cette infographie du journal Les Echos, il faudra pour la rembourser au moins :

67 ans pour la France.

89 ans pour l'Espagne.

26 ans pour l'Italie (là je suis un peu sceptique pour la durée italienne)

Et... seulement 7 ans pour l'Allemagne.



Je vous invite, après avoir pris conscience de ces durées monstrueuses pour rembourser rien que la dette Covid actuelle, je ne vous parle même pas des autres dettes déjà accumulées ou des nouvelles dettes à venir, encore plus, si nous avons encore une vague de coronavirus ou un nouveau variant de SARS-CoV-2 et demi... à écouter la petite vidéo de Jean-Marc Daniel, qui n'est pas un gauchiste émérite.

Que dit-il ?

Que nos générations futures vont payer deux fois. Elles vont payer nos retraites par répartition mais également les retraites des Californiens à travers le remboursement de notre dette puisque ce sont les Californiens (et les autres créanciers étrangers) qui la détiennent.



Mais il dit aussi, et en réalité il commence par cela, que la BCE détient 20 % de notre dette, ce qui revient à dire que nous nous devons à nous-même, que ce sont des jeux d'écriture et que c'est une dette gratuite et que c'est un « drôle de monde ».

Donc résumons.

Il faudra au mieux, je dis bien au mieux, 67 ans à la France pour rembourser la dette Covid sans même parler du reste.

La BCE détient déjà 20 % de notre dette à taux zéro.

Nous n'avons pas de croissance économique autonome et forte qui ne soit pas basée sur toujours plus de dettes.

Nos taux d'imposition sont les plus élevés de l'OCDE devant même les pays nordiques.

Et pourtant... chaque année notre pays plonge un peu plus.

Alors nous pouvons raisonnablement penser que nous ne serons pas en mesure de rembourser nos dettes ne serait-ce parce que nous ne pouvons plus augmenter plus les impôts sans obtenir ce qu'il s'est passé dans l'ex-URSS à savoir que ceux qui font, cesseront de faire.

Si nous ne pouvons pas augmenter la pression fiscale.

Si nous n'avons pas une croissance très forte pour créer de la richesse.

Si nous n'arrivons pas à baisser significativement nos dépenses...

Alors, quelle solution reste-t-il ?

La faillite ou l'inflation.

C'est pour ces raisons-là que je postule dans mon dossier STRATEGIES consacré à l'inflation et dont vous pouvez voir la couverture ci-dessous, que cette inflation sera durable (pour tout un tas de raisons que je vous explique en détail).

Ne sous-estimez pas les effets de la résolution de la crise de la dette par l'inflation. Ce sera redoutable pour votre épargne et votre pouvoir d'achat.

Pour en savoir plus et vous abonner à [la lettre STRATEGIES tous les renseignements se trouvent ici](#).

Charles SANNAT

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

▲ RETOUR ▲

La Fed aux agents du Trésor et au Congrès : Nous ne pouvons pas compter sur vous, nous prenons les choses en main.

Charles Hugh Smith Lundi 24 mai 2021

La Fed se considère comme piégée par l'incompétence et la cupidité des autres acteurs et par ses propres politiques extrêmes qui n'étaient guère plus que des "sauvetages" opportuns d'un système qui s'effiloche en raison de sa fragilité et de sa fragilité.



Il existe deux récits standard sur le programme de la Réserve fédérale : le récit officiel de la Fed est que le mandat de la Fed est de maintenir l'inflation sous contrôle tout en favorisant le plein emploi. Le mandat officieux, évident pour tous, consiste à soutenir les actifs, en particulier le marché boursier, qui est devenu l'indicateur privilégié de la prospérité et de la justesse/bienveillance des politiques de la Fed.

L'autre narration résulte du fait de "suivre l'argent" : la Fed est détenue par des banques du secteur privé, et donc derrière le rideau de paroles joyeuses (plein emploi, bla-bla-bla), le seul véritable agenda de la Fed est d'enrichir davantage les banques et les financiers trop gros pour faire faillite/emprisonnement, ce qu'elle a réussi à faire avec un succès remarquable.

Le fait que la Fed ait gonflé la bulle Internet de 1999-2000 et la bulle immobilière de 2005-2008 est indéniable,

tout comme le fait que la Fed ait renfloué en 2008-09 le système financier mondial et les établissements de crédit hypothécaire trop gros pour être mis en faillite ou en prison, ainsi qu'un grand nombre d'autres profiteurs et escrocs.

La politique de taux d'intérêt zéro (ZIRP) de la Fed et l'assouplissement quantitatif sans précédent de la stimulation monétaire ont poussé le bilan de la Fed, la dette fédérale et la dette systémique à des sommets qui auraient été inconcevables jusqu'à présent. (Graphiques ci-dessous)

Tout en poursuivant ces objectifs non mutuellement exclusifs - nous sommes venus pour faire le bien et nous sommes restés pour faire le bien - la Fed a généré des extrêmes déstabilisants d'inégalité de richesse et de revenu, une réalité que la Fed nie risiblement. (Il doit y avoir beaucoup d'hilarité à propos de cette BS derrière des portes fermées).

Permettez-moi de proposer un troisième ordre du jour qui ne nie aucun des ordres du jour conventionnels mais qui explique certaines des actions de la Fed depuis 2008. Au fur et à mesure que le système s'effondre, le premier impératif de la Fed est de sauver le système financier et l'économie de l'incompétence avide des autres acteurs, publics et privés, en prenant en charge des pans entiers du système financier et de l'économie.

Après la débâcle des subprimes, qui a failli entraîner l'effondrement de l'ensemble du système financier mondial, la Fed (avec un peu d'aide du Congrès) a essentiellement pris en charge l'ensemble du marché hypothécaire américain, qui représente 10 000 milliards de dollars. Les prêteurs du secteur privé avaient trouvé le moyen d'émettre des prêts hypothécaires garantis contre le défaut de paiement et de vendre les titres adossés à des créances hypothécaires (MBS) frauduleux à des fonds de pension norvégiens et à un groupe mondial de pigeons qui croyaient que le système financier américain était correctement réglementé. (Haha, la blague est sur vous.)

En réponse, la Fed a pratiquement nationalisé le marché hypothécaire, en achetant plus de 1 000 milliards de dollars de titres adossés à des créances hypothécaires et en s'assurant que pratiquement tous les prêts hypothécaires aux États-Unis étaient garantis ou créés par des agences fédérales : Fannie Mae et Freddie Mac (après leur faillite en tant qu'agences quasi-privées), FHA et VA.

Plus récemment, la Fed a réalisé que l'on ne pouvait plus faire confiance aux banques privées de courtage qui s'occupent de la très importante émission d'obligations du Trésor. Comme l'explique cet article, *Fed Prepares To Go Direct With Liquidity*, "La première préoccupation de la Fed n'est pas l'emploi ou l'inflation, mais plutôt le maintien du fonctionnement du marché des titres du Trésor."

En réponse, la Fed élimine les courtiers-négociants en tant qu'acteurs peu fiables. Le marché du Trésor et le dollar américain sont les fondements des dépenses et du pouvoir fédéraux, et la Fed a donc compris que, tout comme elle l'a fait avec les fraudeurs avides du marché hypothécaire du secteur privé, elle doit contourner ou neutraliser les acteurs du secteur privé en tant que menaces pour la stabilité.

Prochaine étape de l'agenda de la Fed : prendre en charge l'émission d'argent frais pour les ménages et mettre le Congrès hors circuit. Si vous lisez les plans de la Fed pour sa propre monnaie numérique et le système FedNow, vous comprendrez que la Fed a conclu que le soutien à la consommation (c'est-à-dire donner de l'argent aux ménages pour leur permettre de dépenser davantage) est trop important pour être laissé entre les mains corrompues des organes législatifs (Congrès) ou du Trésor, qui doivent émettre des dettes pour lever des fonds à distribuer aux ménages, dettes qui pèsent encore plus sur les recettes et les dépenses fédérales.

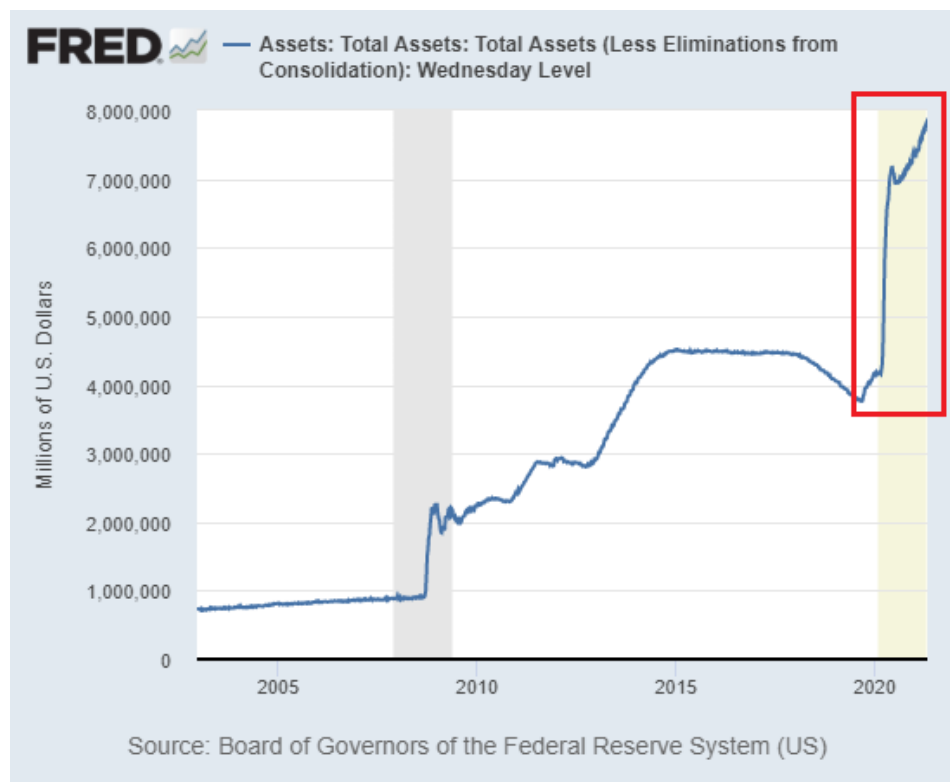
La Fed a conclu que le soutien de la demande/consommation est trop important pour être laissé aux bouffonneries partisans et à la corruption du Congrès. Le plan de la Fed consiste donc à créer de l'argent frais à partir de rien et à le déposer directement sur les comptes des ménages via le système FedNow.

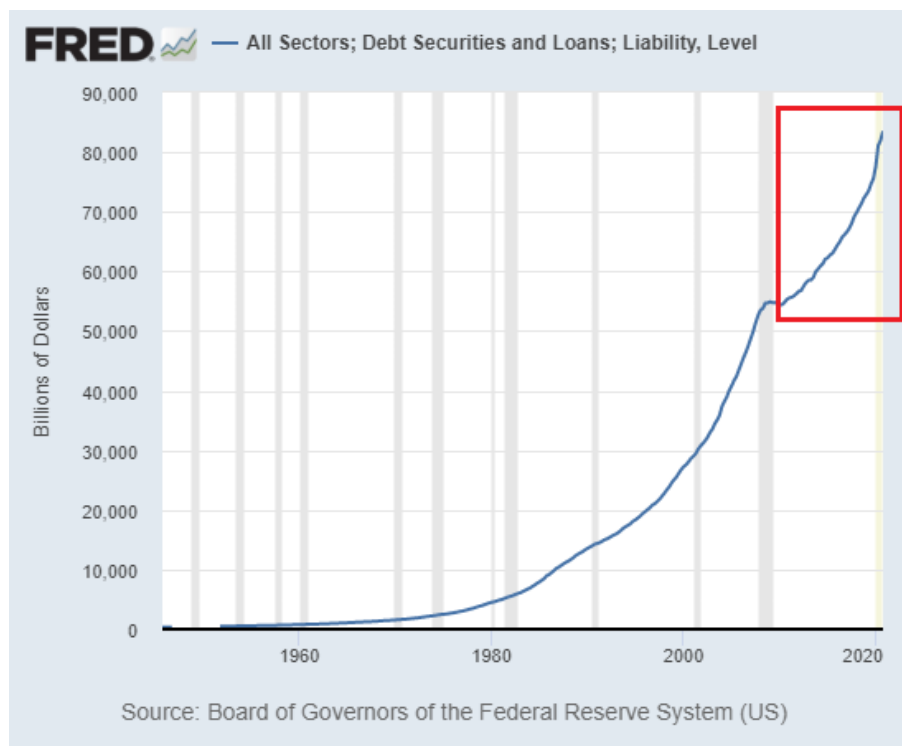
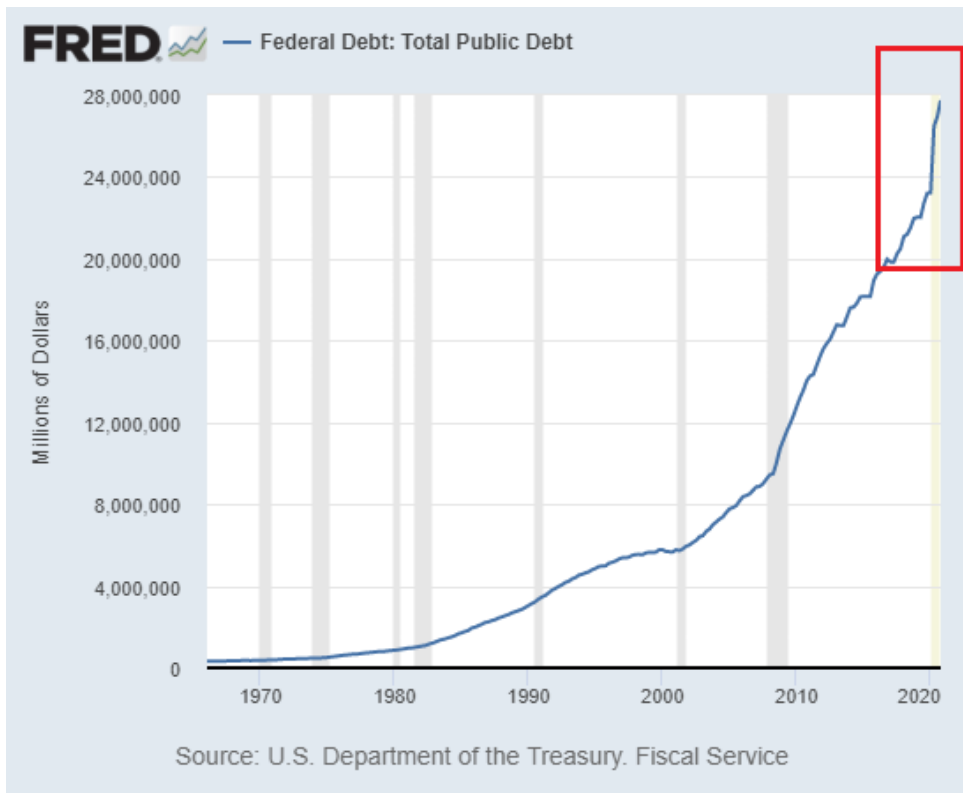
Nous ne pouvons pas compter sur vous, les courtiers en valeurs mobilières ou le Congrès, alors nous prenons les choses en main, car le système est maintenant tellement surchargé que toute mésaventure de la part d'autres acteurs pourrait bien être catastrophique. La seule alternative du point de vue de la Fed est donc de prendre les choses en main et de mettre hors circuit les incompetents indignes de confiance et égoïstes.

Le danger de cette prise de pouvoir est que la Fed évalue mal la situation, ce qui s'avérera catastrophique car le système a été dépourvu de résilience, de rétroaction et de redondance. Je soupçonne la Fed de se considérer comme piégée par l'incompétence et la cupidité des autres acteurs et par ses propres politiques extrêmes qui n'étaient guère plus que des "sauvetages" opportuns d'un système qui s'effiloche en raison de sa fragilité et de sa fragilité.

Ce document de la Réserve fédérale est typique du travail préparatoire effectué pour la monnaie numérique de la Fed et les dépôts directs aux ménages via les comptes FedNow.

Conditions préalables à une monnaie numérique de banque centrale à vocation générale (Réserve fédérale)





▲ RETOUR ▲

La dette publique s'est considérablement aggravée entre la Grande Récession et le Grand Verrouillage

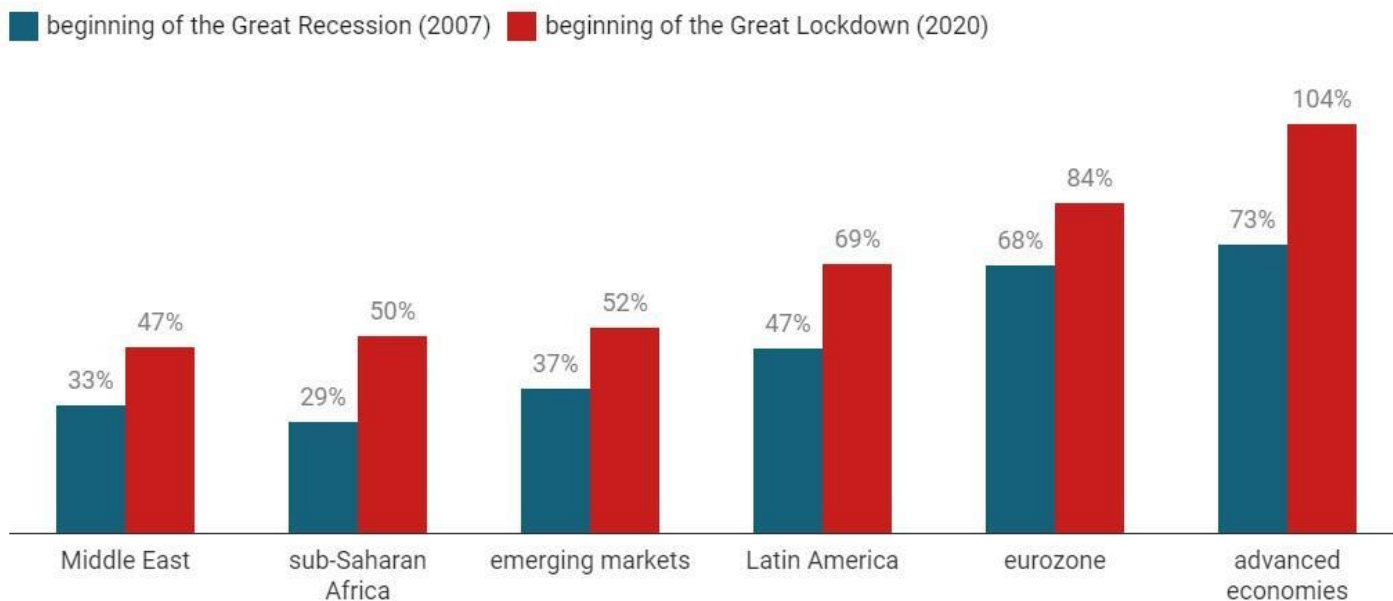
La récession de 2020, que de nombreux pays traversent encore, a désormais un nom "officiel" : le Grand blocage. En termes économiques, la réponse du secteur public dans pratiquement tous les pays a été très rapide et audacieuse (ce qui n'est pas nécessairement une bonne chose).¹ Cela a fait monter en flèche la dette publique mondiale comme jamais auparavant. Par conséquent, il est plus que jamais nécessaire de souligner les dangers de la dette publique.

Dans cet article, nous mettrons en évidence les contrastes entre cette récession et la précédente (la Grande Récession de 2007) pour analyser le problème de la dette publique auquel le monde est confronté. Dans un second article, nous analyserons les dangers économiques d'une dette publique excessive.

Le secteur public est entré dans cette récession dans une position beaucoup plus faible qu'en 2007

Au cours de l'expansion économique qui a pris fin en 2020, le secteur public de la plupart des pays s'est montré presque totalement complaisant à l'égard des dépenses déficitaires. Les niveaux de la dette publique ont augmenté pratiquement partout. Ainsi, dans toutes les grandes régions du monde, la dette publique a été considérablement plus importante pendant le grand blocage que pendant la grande récession.

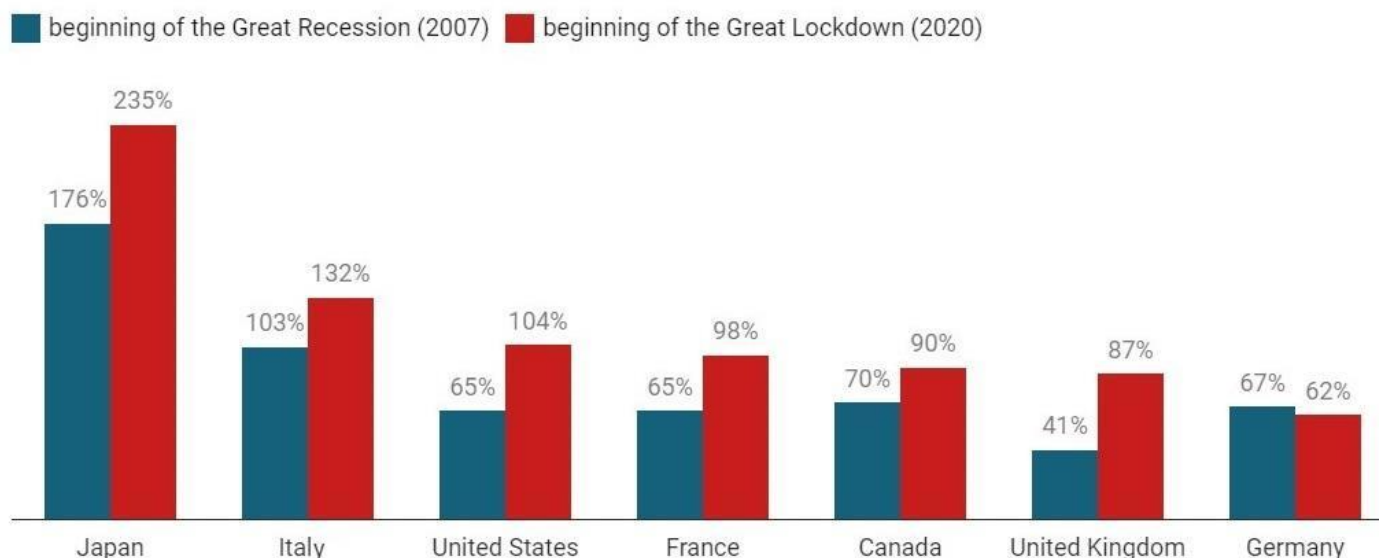
Graphique 1 : Dette publique par région



Source : Préparé par l'auteur avec des données du Fonds monétaire international. Créé avec Datawrapper.

Parmi les sept grandes économies mondiales (G7), seule l'Allemagne a une dette publique moins importante au début de 2020 qu'au début de 2007.

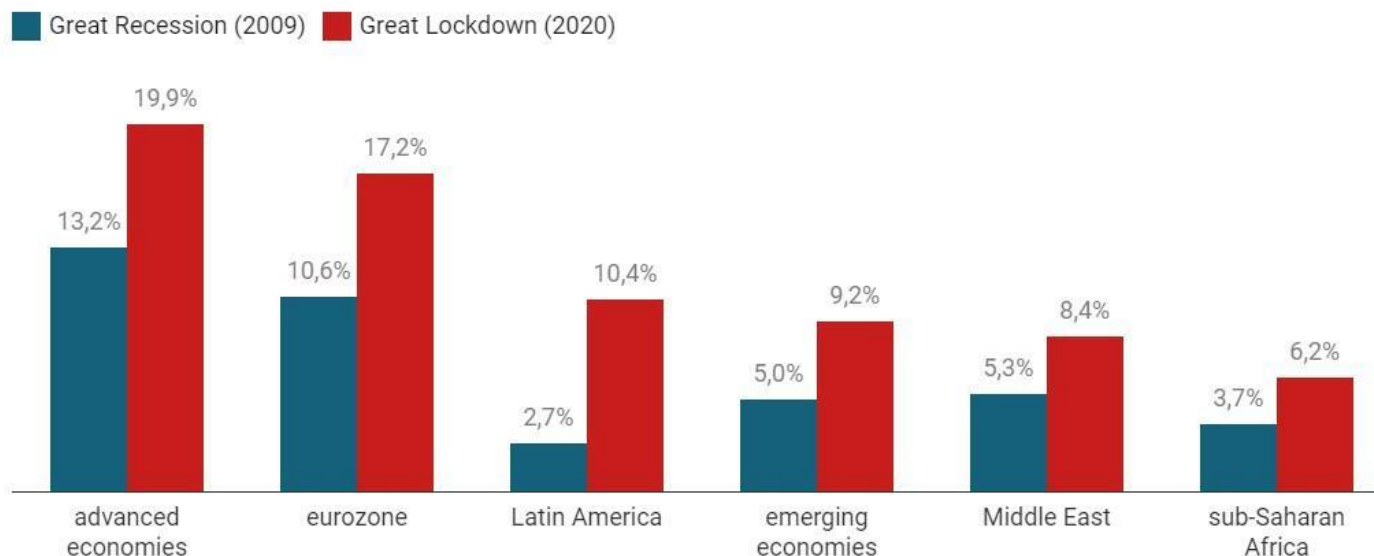
Graphique 2 : Dette publique des pays du G7



Source : Préparé par l'auteur avec des données du Fonds monétaire international. Créé avec Datawrapper.
La dette résultant de cette récession est sans précédent

Le secteur public a réagi à la récession de la grande fermeture par une expansion budgétaire sans précédent dans l'histoire. En 2009, année du plus grand déficit budgétaire de la précédente récession, la dette publique mondiale a augmenté de 10,5 % du PIB. En 2020, la dette publique mondiale a augmenté de 18,7 % du PIB.² Dans toutes les régions, nous pouvons constater un contraste énorme entre la récession actuelle et la Grande Récession. Même les pays d'Amérique latine, qui n'ont connu que des déficits modérés lors de la précédente récession, ont considérablement augmenté leur dette en réponse au Grand blocage de 2020.

Graphique 3 : Augmentation de la dette publique pendant la grande récession et pendant le grand blocage (2009 et 2020)



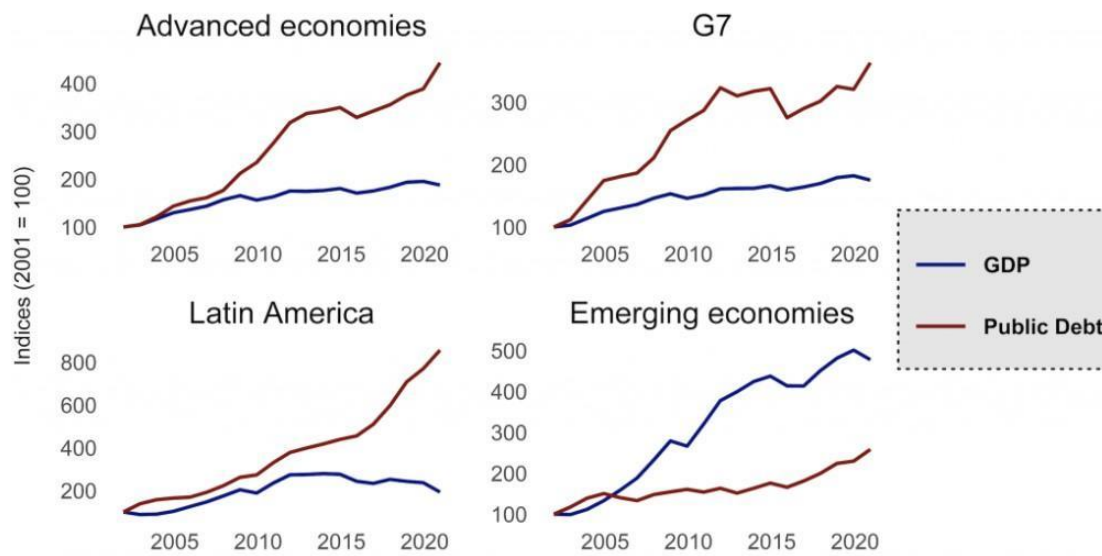
Source : Préparé par l'auteur avec des données du Fonds monétaire international. Créé avec Datawrapper.

Les économies avancées ont accumulé 50 % de dettes supplémentaires en 2020 par rapport aux dix années précédentes combinées, un chiffre sans précédent en temps de paix.

Le XXIe siècle est le siècle de la dette publique (et de la défaillance potentielle)

Le montant de la dette publique accumulée depuis le début du XXI^e siècle aurait laissé les commentateurs les plus perspicaces d'il y a un siècle à court de mots. Cependant, la richesse et les revenus atteints au cours de ce siècle auraient également laissé sans voix même les plus optimistes de nos arrière-arrière-grands-parents. En conséquence, alors qu'il pourrait sembler que la dette publique augmente de manière incontrôlée, puisque la richesse augmente également de manière exponentielle, on pourrait conclure que la dette ne pose pas de problème parce que nous générons les ressources avec lesquelles nous pouvons rembourser la dette. Cependant, dans la plupart des régions du monde, la dette publique a augmenté plus rapidement que l'économie. Il n'y a que dans les marchés émergents que la croissance de l'économie est plus rapide que celle de la dette publique.

Graphique 4 : Croissance du PIB et augmentation de la dette (2001-20)



Source : Préparé par l'auteur avec des données du Fonds monétaire international. La dette et le PIB en dollars de 2001 ont été utilisés pour calculer les indices (car c'est le moyen le plus approprié de comparer la capacité de paiement).

Dans les économies les plus avancées, la dette publique était 4,5 fois plus importante en 2020 qu'en 2001. Elle devrait être multipliée par six jusqu'en 2025.³ Dans le même temps, le PIB n'était que 1,9 fois plus important en 2020 qu'en 2001, et il devrait être 2,4 fois plus important en 2025 qu'en 2001. Les économies avancées sont sur une trajectoire d'accumulation de la dette publique qui n'est pas viable à moyen terme.

La bonne nouvelle est que les économies émergentes, ainsi que l'Afrique subsaharienne, le Moyen-Orient et l'ANASE-54, augmentent leur dette à des taux nettement inférieurs à leurs taux de croissance économique. Malheureusement, l'énorme accumulation de dette des économies avancées n'a pas été compensée par la réduction de la dette (par rapport à la taille de l'économie) dans les marchés émergents⁵.

L'accumulation de la dette était déjà insoutenable avant 2020, mais le Grand verrouillage a déclenché une augmentation explosive. Elle pourrait bientôt atteindre un point de non-retour pour les principales économies du monde.

Publié à l'origine par Market Trends de l'Universidad Francisco Marroquín.

1. Une réponse rapide et décisive pour stopper la propagation du virus tout en évitant les expansions monétaires et budgétaires aurait été préférable.
2. Voir le FMI (2020).

3. Estimations du Fonds monétaire international.
4. Les deux dernières régions ne sont pas incluses dans le graphique 4.
5. En 2001, les économies avancées représentaient 79 % du PIB mondial, mais en 2020, ce chiffre est tombé à 59 %.

▲ RETOUR ▲

« Retour de l'inflation. Comment éviter la ruine ? »

par [Charles Sannat](#) | 25 Mai 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

L'inflation, l'inflation l'inflation fait peur, son retour fait même trembler et vaciller les marchés.

Il faut dire qui dit inflation, dit hausse des taux d'intérêt, et monter les taux dans une économie basée sur la dette cela n'a jamais été une idée brillante !

L'inflation est bien là, elle s'amplifie, monte comme une vague que rien ne semble pouvoir, ni vouloir arrêter.

Il faut dire également que nous sommes confrontés à tous les types d'inflation, simultanément !

Inflation de « croissance », inflation monétaire, inflation importée, inflation des coûts et inflation des normes ! (Je vous explique tout dans la vidéo).

Cela va nous faire beaucoup d'un coup à digérer.

Retour au années 70 alors ?

Possible.

Mais dans les années 70, et jusqu'en 1985, nous avons une inflation très élevée et des taux d'intérêt proportionnellement hauts également.

Possible aujourd'hui ? Pas si sûr que ça à dire vrai.

Mais si nous ne montons pas les taux, alors l'inflation finira par s'emballer.

Possible.

Mais les banques centrales pourraient-elles contrôler l'inflation sans avoir recours aux taux d'intérêt ? Vous découvrirez que oui.

Ce qui est certain c'est qu'une inflation forte et des taux 0, c'est la ruine des épargnants !

Dans tous les cas, mieux vaut s'y préparer, car de l'inflation avec des taux d'épargne proche de 0, c'est autant de baisse de pouvoir chaque année, c'est même la ruine des épargnants !

Je vous raconte tout ou presque dans cette vidéo où je partage avec vous des informations pour enrichir votre réflexion. Je vous y explique en détail les différents types d'inflation auxquels nous sommes confrontés.

Soyez CAP !

CAP c'est facile à retenir, et cela veut dire Comprendre, Adapter et Prospérer.

Pourquoi ?

Parce qu'il n'y aura pas de retour au monde d'avant.

Nous en sommes aux pénuries et d'ici quelques semaines des dizaines de chantiers seront à l'arrêt pas manque de matériaux, comme les usines de PSA ne tournent plus faute de semi-conducteurs.

Puis les prix monteront très fortement à partir de la rentrée de septembre.

Il faut donc comprendre ce à quoi nous sommes confrontés, comment cela va se passer etc..

Puis il faut impérativement s'adapter et notamment adapter son épargne, car l'inflation va toucher les épargnants et réduire leur pouvoir d'achat stocké. Les autres pourraient se dire, c'est un problème de riche, je n'ai pas d'épargne ! Terrible erreur mes amis.

L'inflation appauvrit les riches et encore plus les pauvres, car, quand les « riches » maigrissent, les pauvres, eux, meurent de faim !

Un « riche » qui a 100 000 euros et qui perd 20 % dispose toujours de 80 000 euros. Celui qui n'avait rien, lorsque le paquet de pâtes prend 20 %, il est immédiatement plus pauvre de 20 % surtout si son salaire n'a pas suivi, et là, c'est terrible.

Se protéger de l'inflation, l'anticiper, s'y adapter, n'est pas une option, c'est une obligation de saine gestion pour tous les bons pères et bonnes mères de familles !

Enfin, je postule dans le dossier STRATEGIES consacré à l'inflation et dont vous pouvez voir la couverture ci-dessous, que cette inflation sera durable pour tout un tas de raisons que je vous explique en détail.

Il va donc falloir apprendre à Prospérer dans ce nouveau contexte.

Il n'est pas à redouter, il n'a rien d'effrayant, c'est un changement de contexte, un changement de tendance, cela va devenir notre nouvelle réalité, et mieux vaudra s'y adapter pour tirer son épingle du jeu.

Alerte de la BCE sur les risques élevés de crise financière !

« Luis de Guindos, vice-président de la BCE (ici en 2020, à Berlin), met en garde sur un risque «élevé» de déstabilisation du système à mesure que l'économie revient progressivement à la normale. Et si la sortie de crise présentait plus de risques que la récession historique engendrée par la pandémie elle-même? C'est le scénario sur lequel alerte la Banque centrale européenne (BCE). Dans un rapport sur la stabilité financière publié mercredi, elle met en garde sur un risque «élevé» de déstabilisation du système à mesure que l'économie revient progressivement à la normale. Cela se traduirait dans les faits par une multiplication prévisible de faillites d'entreprises, en grande partie évitées au plus fort de la crise, grâce au soutien des États ».

A la BCE ils enfoncent une évidente porte ouverte.

A partir du moment où les Etats ont soutenu les économies en mode « pas de limite » et « quoi qu'il en coûte », il n'y avait aucune raison que les entreprises fassent faillite puisqu'elles étaient renflouées.

Le problème va évidemment se poser quand nous allons rouvrir l'ensemble de l'économie, ce que nous sommes en train de faire, et que nous allons retirer les perfusions d'argent public.

C'est là que nous aurons des faillites nombreuses d'entreprises pour celles qui sont le plus fragiles.

Le quoi qu'il en coûte ne peut pas être éternel, enfin pas encore, car il déclencherait un effondrement monétaire à travers une hyper-inflation.

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) Charles SANNAT Source [l'Express ici](https://www.lexpress.fr)

.67 ans au moins pour payer uniquement la dette Covid !

« La dette française ne retrouverait pas son niveau pré-Covid avant... 67 ans. La majorité des pays de la zone euro auront du mal à réduire leur endettement, selon une étude.

Bruno Le Maire en a fait un mantra : le remboursement de la dette contractée pendant le Covid se « fera par la croissance » et « pas par les impôts ». Derrière cette promesse répétée à l'envi par le ministre de l'Economie, cruciale à un an de l'élection présidentielle, se cache un défi économique monumental.

Le taux d'endettement de la France aura grimpé de 20 points pendant la crise, avec un pic attendu à 118 % du PIB cette année. Le montant de la dette (2 650 milliards d'euros en 2020) a doublé en vingt ans. Or le niveau de croissance nécessaire pour réduire ce fardeau doit être nettement supérieur à celui enregistré ces vingt dernières années, autour de 1,5 % par an. « À moins que la France ne réussisse à doper significativement son niveau de croissance du PIB et/ou n'améliore son équilibre budgétaire primaire, elle va essentiellement faire du surplace en ce qui concerne la réduction de son fardeau de dette du Covid-19 », prévient une étude de l'assureur Euler Hermes ».

Parce que vous croyez encore que l'on va rembourser cette dette ?

Personne n'ose le dire mais la situation pour la France est déjà irrémédiablement compromise.

Pour l'Italie c'est encore pire.

La question est de savoir ce qui sera demandé à ces pays pour que l'Allemagne et la BCE abandonne une grosse partie de la dette.

J'ai ma petite idée.

Et cela tourne évidemment autour de notre souveraineté et des attributs de ce qui a fait notre puissance, à savoir notre indépendance, notre siège à l'Onu ou encore notre arme nucléaire. Cela terminera sous pavillon européen et contrôle germanique.

La France, aura alors été complètement détruite par ses propres dirigeants politiques.

Nous n'y sommes pas, mais nous n'en sommes plus très loin, et vous verrez cela très prochainement se profiler.

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr](https://www.lefigaro.fr) [ici](#)

▲ RETOUR ▲

.Les autorités craignent une Grande crise financière n°3

rédigé par [Bruno Bertez](#) 25 mai 2021

Quoi qu'en pense la presse grand public et bon nombre d'analystes, le « tout en bulle » n'a pas encore éclaté, notamment sur le marché des obligations d'État – mais ce n'est pas forcément une bonne nouvelle.



Pour comprendre le présent, il faut la mémoire du passé.

Les marchés financiers du présent sont tout à fait logiques, leur comportement découle de ce qui s'est passé en mars 2020 : un krach ultra-rapide, violent.

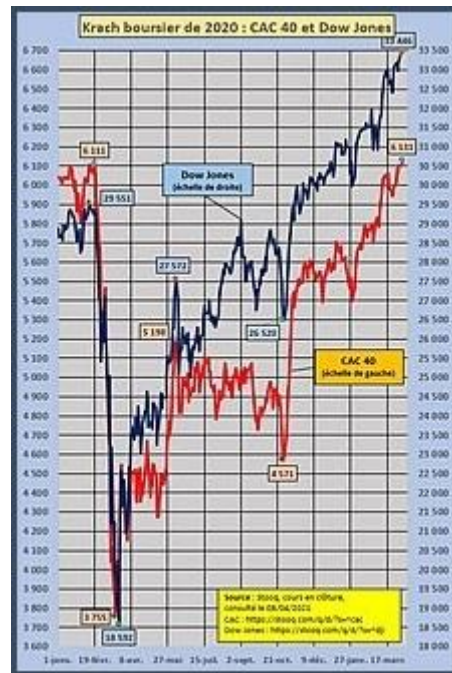
Alors que toute la presse et les gourous commentaient le krach et, bien sûr, annonçaient que la bulle était en train de crever... j'ai expliqué que [non, la bulle n'éclatait pas](#) mais que le sauvetage allait provoquer de nouvelles difficultés pour l'avenir, y compris sous l'aspect de l'inflation.

Ce qui s'est passé en mars 2020 réduit encore considérablement les marges de manœuvre des autorités monétaires, voilà ce qu'il fallait et faut retenir. Elles sont de plus en plus otages. Les autorités sont dans la seringue.

Une séquence logique

Retenez la séquence développée dès le 28 mars 2020 :

Soulagement + inondation de monnaie + regonflement du tout en bulles + choc de l'offre + demande potentielle comprimée + début de reprise économique + régression de la globalisation + dette de l'Etat considérable = rapport de forces plus favorable aux salariés = accélération des prix des biens et des services.



Contrairement aux affirmations que l'on entend un peu partout, la bulle mondiale n'a pas éclaté. Il suffit pour s'en persuader de considérer le graphique ci-dessous, qui montre l'évolution de la bulle des obligations d'Etat dans le monde :



Le capital mondial placé en fonds d'Etat est de 57 900 Mds\$. Pour ceux qui ne comprendraient pas comment cela fonctionne, il faut préciser que ce capital a progressé de 2 300 Mds\$ grâce au début des achats des banques centrales.

Les banques centrales ont re-soufflé dans la bulle en grossissant l'actif de leur bilan.

Le rendement du 10 ans US a baissé de 16 points de base à 0,67% comme celui du Bund qui se retrouve à -0,48%.

Le « tout en bulle » ne bouge pas

Le « tout en bulle » reste en place, simplement les « hernies » se sont un peu déplacées. Elles se répartissent différemment entre les actions, les obligations, les emprunts *investment grade*, les emprunts *junk* et les *money market funds* (MMF).

Le « tout en bulle » c'est tout cela, tout ce que je viens d'énumérer. Le tout en bulles, ce n'est pas seulement un concept de prix gonflés, c'est aussi une masse hypertrophiée comme celle des MMF.

Je suis assez satisfait – relisez mes textes, très clairs – de ne pas m'être trompé et d'avoir annoncé dès les premiers jours que [la bulle ou le « tout en bulles » n'étaient pas en train d'éclater](#).

Il était important de le diagnostiquer non seulement pour le présent mais pour l'avenir – j'y reviendrai.

Pour le présent, car cela permet aux autorités de prétendre contrôler la situation et de maintenir un certain effet de richesse qui évite la déflation en chaîne.

Pour l'avenir, car si la bulle et le « tout en bulles » n'éclatent pas, la sortie des politiques actuelles et la reprise économique future vont être très difficiles à gérer, voire impossibles.

C'est à partir de ces analyses que j'ose affirmer avec conviction que, dans quelques années, à la sortie, nous aurons une forte accélération de l'inflation des prix et des salaires contre laquelle les autorités ne pourront rien ; elles seront tétanisées.

Je répète cette formule, importante à retenir :

Soulagement + inondation de monnaie + regonflement du tout en bulles + choc de l'offre + demande potentielle comprimée + début de reprise économique + régression de la globalisation + dette de l'Etat considérable = rapport de forces plus favorable aux salariés = accélération des prix des biens et des services.

Accélération contre laquelle la banque centrale ne pourra pas lutter car l'existence de bulles colossales et d'un endettement astronomique la paralyseront, elle n'osera pas remonter les taux de peur de refaire une grande crise financière, une GCF3.

▲ RETOUR ▲

Les illusions de richesse dans l'espace des crypto-monnaies, Partie II

Bill Bonner | 24 mai 2021 | Le journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Tout d'abord, RIP Spencer Silver. M. Silver, qui est décédé au début du mois, a donné au monde quelque chose de réel, quelque chose de précieux - le **Post-it Note**.

Mais malgré le succès mondial de son invention, aucune fortune ne lui est venue. Employé de la société 3M, il a vécu modestement et a pris une retraite honorable en 1996.

Sa plus grande gloire a peut-être été son intronisation au Minnesota Science and Technology Hall of Fame en 2011 - plus de 40 ans après avoir mis au point l'adhésif utilisé dans le "matériau en feuille adhésif sensible à la pression repositionnable."

Acheter le plongeon

Pendant ce temps... Benzinga rapporte :

Cathie Wood investit 51 millions de dollars de plus dans Coinbase alors que les actions chutent dans un contexte de carnage crypté lié au bitcoin.

Vendredi, Ark Investment Management, dirigé par Cathie Wood, a acquis 223 181 actions supplémentaires, d'une valeur d'environ 50,7 millions de dollars, dans Coinbase Global Inc (NASDAQ : COIN), alors que le titre de la bourse de crypto-monnaies a connu une nouvelle baisse.

Quel est le lien ? Peut-on comparer les héros discrets de l'innovation technologique, comme M. Silver, avec les meneurs de jeu de l'ère cryptographique, comme Elon Musk et Cathie Wood ?

Pas vraiment. Mais vous pouvez les opposer pour montrer que dans le monde de la fausse monnaie d'aujourd'hui, la chimie a été détrônée par l'alchimie.

La reine des bulles, Mme Wood, n'est pas une scientifique. Elle a une formation en finance et en économie. Mais son fonds, Ark, est un investisseur de premier plan dans le monde de la technologie - en particulier dans les crypto-monnaies.

Et maintenant que les crypto-monnaies baissent, elle achète le creux de la vague.

Sur le papier, les spéculateurs en crypto-monnaies ont perdu plus de mille milliards de dollars. MarketWatch rapporte :

Dimanche après-midi, les prix du bitcoin étaient de nouveau en chute libre, le numéro un mondial des crypto-monnaies ayant chuté de plus de 50 % par rapport à un pic atteint vers la mi-avril, dans un nouvel accès de turbulence dans le secteur des actifs numériques.

Aux dernières nouvelles, le cours du bitcoin s'échangeait à 32 632 dollars, soit une baisse de 12 % sur la journée, après avoir atteint son plus bas niveau en 24 heures à 31 179 dollars, ce qui a réduit de moitié le bitcoin par rapport au pic de 64 829,14 dollars atteint à la mi-avril.

L'éther sur la blockchain Ethereum, quant à lui, a connu une chute encore plus sévère, perdant à un moment donné 18 % à 1 922 \$ sur la séance et près de 60 % par rapport à son sommet historique atteint plus tôt ce mois-ci à 4 382,73 \$. La dernière fois, il était en baisse de 13 % à 2 033 \$.

L'actif même populaire, le dogecoin, changeait de mains à 29 cents, soit 60% de son record historique à environ 74,07 cents plus tôt ce mois-ci.

Rêveurs et magouilleurs

Le monde de la crypto-monnaie comprend un ensemble de personnages qui défient toute catégorisation facile. Il y a les SOBs avides, bien sûr. Mais il y a aussi les génies de la technologie, comme Vitalik Buterin, créateur d'Ethereum.

Il y a aussi les rêveurs et ceux qui améliorent le monde. Il y a ceux qui espèrent sincèrement que les crypto-monnaies vont retirer les gouvernements du marché de l'argent.

Et puis, il y a les millions d'enfants qui pensent jouer à un jeu vidéo... avec un système de prix qui peut atteindre des millions... non des milliards... de dollars.

Sam Bankman-Fried doit être un peu de tout cela. Le trading de crypto de cet homme de 29 ans lui a apporté une valeur nette qui a atteint environ 16,7 milliards de dollars.

Mais c'était il y a deux semaines. Aujourd'hui, sa fortune quelque peu diminuée à seulement 8,7 milliards de dollars, il peut néanmoins poursuivre son travail - qui consiste notamment à donner une partie de ses gains à des organisations caritatives et à de mauvaises causes. Il a par exemple fait don de 5 millions de dollars à la campagne présidentielle de Joe Biden.

Pari Crypto

Mais d'où viennent les gains ? Pas de l'exploitation minière. Pas de la fabrication. Pas d'un emploi rémunéré de quelque sorte que ce soit.

Les cryptos ne sont pas des entreprises à but lucratif. Elles ne font rien et n'ont pas de chiffre d'affaires. Ils n'ont pas de bénéfices parce qu'ils ne contribuent en rien (apparemment) à la richesse ou au bien-être de quiconque.

Minnesota Mining & Manufacturing (3M) réalise un bénéfice sur ses Post-it parce que l'entreprise a permis à M. Silver d'expérimenter (investissement en capital), et que le papier collant et coloré a plus de valeur pour les consommateurs que la somme du travail et des ressources qui entrent dans sa fabrication.

Et si 3M choisit de faire don de la moitié de ses bénéfices aux veuves et aux orphelins, le monde n'en est pas moins plus riche.

Mais lorsque Sam Bankman-Fried gagne de l'argent avec ses cryptomonnaies, d'où viennent les gains ? Il n'y a pas de création de nouvelles richesses ; ce sont forcément des richesses existantes qui s'échangent.

Les crypto-monnaies sont simplement un pari sur "l'argent" lui-même... Elles sont un pari que les crypto-monnaies seront tellement demandées (comme une meilleure forme d'argent) que leur valeur - par rapport à la richesse réelle qu'elles peuvent acheter - augmentera.

Jusqu'à présent, c'est un bon pari.

Et, en théorie, les cryptos pourraient être la meilleure monnaie que le monde n'ait jamais connue. Les coûts de transaction avec la crypto-monnaie devraient être extrêmement faibles. Et contrairement à l'or, vous n'avez pas besoin de stocker votre crypto-monnaie dans un coffre-fort... ou de vous rappeler où vous l'avez enterrée. Et déplacer la richesse crypto à travers les frontières n'est pas un problème.

L'argent réel

Mais l'argent est fondamentalement vernaculaire, et non théorique. C'est-à-dire qu'elle est ce qu'elle est... pas nécessairement ce que nous voulons qu'elle soit ou ce dans quoi nous avons placé nos économies. C'est ce que

les gens utilisent... pas ce qu'ils devraient utiliser.

Et un jour... **l'une des 10 025 cryptos qui existent aujourd'hui...** ou une autre qui n'a pas encore été inventée... sera peut-être de la vraie monnaie. Les autres iront probablement là où tout argent mort va... en enfer.

Et si nous pouvons espérer, nous aussi, qu'une ou plusieurs cryptos finiront par devenir de la vraie monnaie - que nous pourrions utiliser au quotidien pour acheter et vendre, ainsi que pour stocker de la valeur - nous n'avons aucune illusion sur le fait que nous, ou qui que ce soit d'autre, sommes assez intelligents pour savoir laquelle.

En attendant, nous ne savons pas ce qui se serait passé si M. Bankman-Fried lui-même avait décidé de se lancer dans la chimie plutôt que dans le trading de crypto-monnaies.

Mais nous pensons que le monde s'en porterait mieux.

▲ RETOUR ▲

.Inflation : Votre rôle de vache à lait

par Jeff Thomas mai 2021



Traditionnellement, l'**inflation** est définie comme "*une augmentation de la quantité de monnaie en circulation*". Une telle augmentation entraîne presque toujours une hausse du coût des biens et des services, puisque, plus les unités monétaires sont abondantes, plus leur rareté diminue, par rapport à l'offre de biens et de services, qui reste à peu près la même. Il ne faut donc pas s'étonner si une augmentation de 20 % de la quantité d'unités monétaires se traduit par une augmentation de 20 % du prix des biens et des services.

Malheureusement, au cours des dernières décennies, même les dictionnaires ont proposé une définition révisée de l'inflation, à savoir "*une augmentation du prix des biens et des services*." C'est dommage, car cela rend un sujet déjà déroutant encore plus difficile à comprendre.

C'est particulièrement vrai pour le type moyen qui a une compréhension minimale de l'économie, mais qui se rend compte que, même si son salaire augmente (ce qu'il considère comme une bonne chose), il ne semble jamais avancer. Au bout du compte, sa situation semble toujours se dégrader.

Disons que vous êtes payé 4 000 dollars par mois. Vous prévoyez dans votre budget le logement, la nourriture, les vêtements, le transport, etc. Disons que le total s'élève à 3 800 \$ par mois et que vous espérez mettre 200 \$ par mois de côté. Souvent, cela ne se produit pas, car des dépenses imprévues " surgissent " et doivent être payées. Au final, vous n'épargnez pas ou peu.

Pendant ce temps, vous rêvez d'acheter une nouvelle voiture, mais vous ne pouvez pas l'acheter, car vous n'avez pas d'argent à y consacrer.

Puis, votre patron vous annonce que la récente prospérité a débouché sur un nouveau contrat important pour l'entreprise qui lui permet de vous accorder une augmentation de 200 dollars par mois.

C'est votre grande chance. Vous vous rendez chez le concessionnaire, vous achetez la voiture et vous prenez des dispositions pour effectuer des paiements échelonnés de 200 dollars par mois pour la payer.

Cependant, ce que l'on comprend rarement, c'est que la "prospérité" théorique est le résultat d'une inflation induite par le gouvernement. Ce qui semble être la prospérité n'est qu'une augmentation des coûts et, avec elle, une augmentation de vos salaires.

Vous semblez "prendre de l'avance", mais voici ce qui se passe réellement...

L'inflation qui a entraîné votre augmentation de salaire fait également augmenter les prix de la plupart ou de tous les autres biens et services. Ainsi, au lieu de dépenser 3800 \$ en dépenses chaque mois, vos coûts ont augmenté à, disons, 4200 \$.

Ainsi, quelques mois seulement après votre augmentation de salaire, vous vous rendez compte que, non seulement toutes vos dépenses sont plus élevées (ce que vous n'aviez pas prévu lors de l'achat de la voiture), mais que vous avez maintenant l'obligation mensuelle supplémentaire de payer 200 dollars pour la voiture.

Un an plus tard, vous regardez en arrière et vous vous dites : "Au moment où je prenais enfin de l'avance, au moment où je réalisais mon rêve d'avoir une nouvelle voiture, tous ces hommes d'affaires cupides ont augmenté leurs prix parce qu'ils veulent juste être riches, et je me suis retrouvé perdant."

Ce n'est pas le cas. Les hommes d'affaires ont augmenté leurs prix pour la même raison que tout le monde le fait pendant l'inflation - parce que leurs coûts sont également plus élevés et qu'ils doivent soit augmenter leurs prix, soit faire faillite.

Donc, en fait... personne n'a progressé.

Mais, pire, vous avez pris du retard. Car, maintenant, en plus de vos dépenses mensuelles, vous avez des dettes, et acheter à temps est toujours plus coûteux que de payer au fur et à mesure.

Au fil du temps, vous rencontrez des urgences d'un type ou d'un autre qui puisent dans vos maigres économies. Vous devez renégocier votre dette avec la banque pour pouvoir garder votre voiture et, bien sûr, la banque exige un pourcentage plus élevé qu'auparavant, ce qui garantit que votre situation économique ne fera qu'empirer.

Ainsi, l'inflation n'a pas été une bénédiction, mais une malédiction.

Et en fait, c'est exactement l'idée. Les banques ont compris il y a longtemps que, bien que les gens ne tolèrent qu'un certain niveau d'imposition, ils ne se contenteront pas de tolérer, mais accueilleront favorablement l'impôt caché de l'inflation. L'illusion qu'ils "avancent" leur donne la fausse confiance nécessaire pour s'endetter, ce qui, avec le temps, les rendra infirmes.

Le but de l'inflation créée par les banques est d'extraire la richesse de la population.

En augmentant régulièrement la quantité de monnaie en circulation, les banques créent un environnement dans lequel le concept de la dette semble être bénéfique. En conséquence, pratiquement tout le monde dans la société actuelle n'est pas seulement endetté, il croit en fait qu'il ne pourrait pas améliorer sa vie autrement que par l'endettement.

C'est ainsi que fonctionne l'inflation. Cependant, il y a un autre effet de l'inflation qui se produit avec la retraite.

Lorsque la retraite arrive, presque personne, pris dans le système décrit ci-dessus, n'a trouvé le moyen de se désendetter. L'inflation engloutit toujours les progrès qu'il pense avoir réalisés, car c'est l'inflation elle-même qui a créé ces progrès imaginaires.

Juste avant la retraite, la plupart des gens ont leur maison, leur voiture, etc. les plus chères et semblent avoir prospéré, mais ils ont aussi le plus haut niveau d'endettement qu'ils aient jamais eu.

S'ils ont été prudents, ils disposent peut-être d'une épargne et/ou d'investissements qui, espèrent-ils, leur permettront de passer le cap du crépuscule. Mais ils découvrent rapidement que l'inflation se poursuit après la retraite. L'épargne dans les banques ne rapporte plus d'argent. En fait, elles font le contraire. L'inflation prend plus que les intérêts dérisoires perçus par l'épargne, ce qui entraîne une perte annuelle sur l'argent détenu dans les banques.

Mais l'inflation continue de progresser, garantissant que les coûts du retraité continueront d'augmenter, même si son épargne diminue.

En fait, le concept d'inflation a été inventé par les banques comme une taxe invisible, un moyen par lequel elles pouvaient extraire des richesses de la population.

Et, ici, nous revenons à la plainte initiale de l'individu. Alors qu'il essaie d'équilibrer son chéquier ou de planifier sa retraite, il se gratte la tête et se demande : "Comment se fait-il que, peu importe combien d'argent je gagne, je ne semble jamais avancer ?"

En effet, l'individu est utilisé par le système bancaire comme une vache à lait. Pendant toute sa vie active, l'inflation est soigneusement ajustée pour extraire le plus de valeur monétaire possible de son travail, tout en le laissant capable de continuer à produire.

Plutôt sinistre... Alors, est-ce que c'est tout, ou y a-t-il un moyen de s'en sortir ?

Eh bien, pour commencer, il serait très utile de quitter tout pays où la double ponction monétaire de la fiscalité et de l'inflation est prédominante. (En partant, vous pouvez faire un premier pas en arrière, mais, à long terme, vous avez plus de chances de prospérer).

Une autre solution serait de refuser d'emprunter de l'argent, quelle que soit la situation. Oui, cela signifie que, pendant que vos amis exhibent leurs nouvelles voitures, vous conduirez un modèle plus ancien. Ils vivront également dans de plus belles maisons que vous et ils seront "propriétaires" de leur propre maison avant vous. Mais, à un moment donné, puisque vous n'avez pas de dettes, vous les dépasserez et finirez par prendre une bonne retraite.

En comprenant l'inflation, et en agissant en fonction de cette compréhension, les chances de vivre votre vie comme une vache à lait peuvent être considérablement réduites.

▲ RETOUR ▲

.La hausse des prix rend la nourriture, le logement et le transport moins abordables

Bill Bonner | 25 mai 2021 | Le journal de Bill Bonner

Truckin', comme l'homme do-dah

Un jour il m'a dit "Tu dois jouer ta main".

Parfois tes cartes ne valent pas un centime

Si tu ne les poses pas.

- Truckin', par **Grateful Dead**

YOUGHAL, IRLANDE - *L'année où nous sommes nés - 1948 - le pick-up Ford Série F a également fait ses débuts.*



La camionnette Ford Série F présentée en 1948 (Source : Car and Driver)

Le vieux fourneau a poursuivi sa route - avec des améliorations progressives - pendant les 72 années suivantes. Ces améliorations étaient la conséquence naturelle des innovations technologiques, qui étaient intégrées à la conception du camion au fur et à mesure.

Vitres électriques, freins assistés, direction assistée, transmissions automatiques, grands sièges confortables à réglage électrique - ces améliorations sont aujourd'hui la source d'un débat stérile au sein de la profession économique.

Il y a ceux qui croient que le prix réel d'un nouveau camion devrait être ajusté à la baisse parce que c'est un meilleur camion aujourd'hui qu'en 1948. "Vous en avez plus pour votre argent", disent-ils. "Donc l'inflation n'est pas aussi mauvaise qu'elle en a l'air".

Et il y a ceux qui pensent qu'un prix est un prix. (Plus d'informations à ce sujet dans un prochain Journal).

La hausse des prix

Ce qui intéresse les gens, ce n'est pas leur richesse absolue (leur richesse par rapport à un sauvage il y a 10 000 ans... ou à un acheteur de série F en 1948), mais leur richesse par rapport à d'autres groupes autour d'eux, ou à leurs propres beaux-frères.

Il est exaspérant de voir les autres s'enrichir plus que vous... surtout quand vous pensez qu'ils pourraient mijoter quelque chose.

Il est encore plus agaçant de se voir s'appauvrir, car les prix augmentent plus vite que vos revenus.

Et c'est alarmant de voir votre pays conduit dans le fossé par les têtes de linotte de Washington.

Les chiffres récents, par exemple, montrent que les prix des denrées alimentaires augmentent. Comme le rapporte notre collègue **Dan Denning** dans la prochaine édition de la lettre Bonner-Denning... à paraître demain :

Le prix du bacon a augmenté de 87 cents par livre l'année dernière, soit 16,3 %, selon Porkbusiness.com. À 6,22 \$ la livre, le bacon est juste en dessous de son record historique de 2017, soit 6,36 \$. Les prix de détail du porc ont établi un record historique de 4,32 \$ la livre en avril (en hausse de 11 % sur l'année).

Et puis il y a le bœuf. Les prix de détail du bœuf de choix ont atteint 6,76 \$ la livre en avril. À l'exception de la période entre mai et juillet de l'année dernière - lorsque tout le monde stockait du bœuf pour les lockdowns - c'est le prix le plus élevé jamais enregistré, selon Steiner Consulting. Les biftecks d'ailloy de choix désossés coûtent maintenant au moins 9,34 dollars la livre dans certaines épiceries américaines (8,7 % de plus qu'il y a un an).

Les prix du logement augmentent encore plus vite. Voici d'autres informations de Dan :

N'oublions pas non plus l'augmentation de 19,1 % d'une année sur l'autre du prix médian des maisons existantes aux États-Unis. Ce prix médian est maintenant de 341 600 \$, un record absolu. Et cette augmentation de 19,1 % est la plus forte hausse de prix jamais enregistrée d'une année sur l'autre. Le précédent record d'une année sur l'autre était de 16,6 % en 2005 - deux ans avant que la bulle immobilière n'éclate et ne déclenche une crise financière mondiale.

Le **Bureau of Labor Statistics** nous apprend que les salaires des travailleurs du secteur privé ont augmenté de 2,8 % en 2020. Le logement augmente donc près de sept fois plus vite que les revenus.

Et le Wall Street Journal ajoute plus de détails :

Les prix des logements aux États-Unis ont grimpé en flèche au cours de l'année écoulée, sous l'effet d'une offre limitée, de taux d'intérêt historiquement bas et de la demande des acheteurs. Les guerres d'enchères se sont étendues de lieux très en vue comme Palm Beach, en Floride, et les banlieues de New York à des villes plus petites, y compris des endroits longtemps négligés où les propriétés restaient généralement sur le marché pendant des mois.

Selon les données de Realtor.com, le prix médian d'une maison a bondi de 24 % en janvier par rapport à l'année précédente dans la zone métropolitaine entourant Allentown, [PA] la ville de la ceinture de la rouille dont le déclin a été commémoré dans une chanson de Billy Joel en 1982. Il en a été de même dans des endroits comme Martin, Tennessee, une petite ville située à 150 miles de Nashville, où le prix médian demandé a augmenté de 159% au cours de la même période ; à Kendallville, Ind., à environ 30 miles de Fort Wayne, il a grimpé de 56%.

Des logements inabordables

Ces prix ne sont pas le fruit du hasard. Ils ont été provoqués par la Réserve fédérale. Elle a fait baisser les taux d'intérêt (tout comme elle l'avait fait avant la bulle immobilière de 2005-2007), rendant ainsi la spéculation immobilière attrayante.

La plupart des acheteurs sont de grandes entreprises. Elles peuvent emprunter de l'argent à des taux quasi

négatifs. Ensuite, elles peuvent louer les maisons pour un énorme rendement du capital.

Ou ils peuvent les vendre. Si elles empruntent à 3%... et que le logement augmente de 19% - elles bénéficient d'un gain de 16%... et d'un gain presque infini sur l'investissement réel.

Les maisons d'aujourd'hui sont plus grandes, avec l'air conditionné et la plomberie intérieure. Mais en termes de prix et de temps (l'ultime... et immuable... "argent"), le logement devient une fois de plus inabordable.

En 1971, lorsque le système de fausse monnaie a commencé, vous pouviez acheter une maison américaine typique pour environ 25 000 dollars. Aujourd'hui, c'est presque 14 fois plus.

En 1971, le travailleur américain moyen gagnait environ 3,60 \$ de l'heure. Il lui aurait donc fallu 173 semaines (à raison de 40 heures par semaine) pour acheter la maison moyenne.

Aujourd'hui, le salaire moyen est d'environ 25 dollars de l'heure. À ce rythme, il devra travailler 341 semaines pour acheter la maison.

Oui, la nouvelle maison est peut-être "meilleure"... et alors ? Les maisons existantes - y compris celles construites avant 1971 - sont également chères. Et peut-être - avec leurs portes en bois massif... leurs planchers en bois dur... et leurs ferrures en laiton - encore meilleures.

Des roues plus chères

Passons maintenant aux transports.

Mercredi dernier, Ford a dévoilé son tout nouveau F-150 Lightning. Il est entièrement électrique, avec une autonomie de 300 miles sur la version à batterie "étendue". Il permet également de faire fonctionner des scies électriques et autres machines directement depuis le pick-up, sans avoir besoin d'un générateur.

C'est un beau camion. Et avec les crédits d'impôt, le modèle de base peut être moins cher qu'un modèle à essence. Ford a pris plus de 44 000 commandes pour la nouvelle camionnette dans les 48 heures suivant son lancement.

Le prix catalogue est "d'environ 40 000 \$", nous a-t-on dit. Voyons cela en termes de temps.

Au salaire actuel de 25 dollars de l'heure, il faudra 40 semaines à un ouvrier pour acheter ses nouvelles roues électriques.

En 1971, la vieille F-100 de "cinquième génération", brûlant du carbone, coûtait environ 2 300 \$.

Divisez ce montant par le salaire de 3,60 \$... et vous obtenez 639 heures... soit un peu moins de 16 semaines !

Le nouveau modèle électrique vaut-il vraiment près de trois fois plus de temps ? Il y a beaucoup d'"électronique". Mais notre expérience est que l'électronique est souvent une perte de temps. Elle rend les choses difficiles à comprendre... et impossibles à réparer.

Et charger une grosse batterie prend du temps. Faut-il l'ajouter au coût ?

Relativement plus pauvre

Si le coût de la nourriture, du logement et du transport augmente - en termes de temps nécessaire pour les

obtenir - ne sommes-nous pas en train de devenir absolument plus pauvres, et non plus riches ?

Et si c'est le cas, comment cela se fait-il ?

L'empire américain est le plus riche de l'histoire. Mais cela ne le met pas à l'abri des pièges et des tentations qui ont assailli tous les empires précédents - y compris le plus évident, la fausse monnaie.

Et même si le progrès technologique continue à rendre la plupart des choses absolument moins chères et plus abondantes... l'homme - aidé et guidé par ses élites stupides - peut toujours faire un terrible gâchis.

▲ RETOUR ▲